

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 15 septembre 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°721 ■

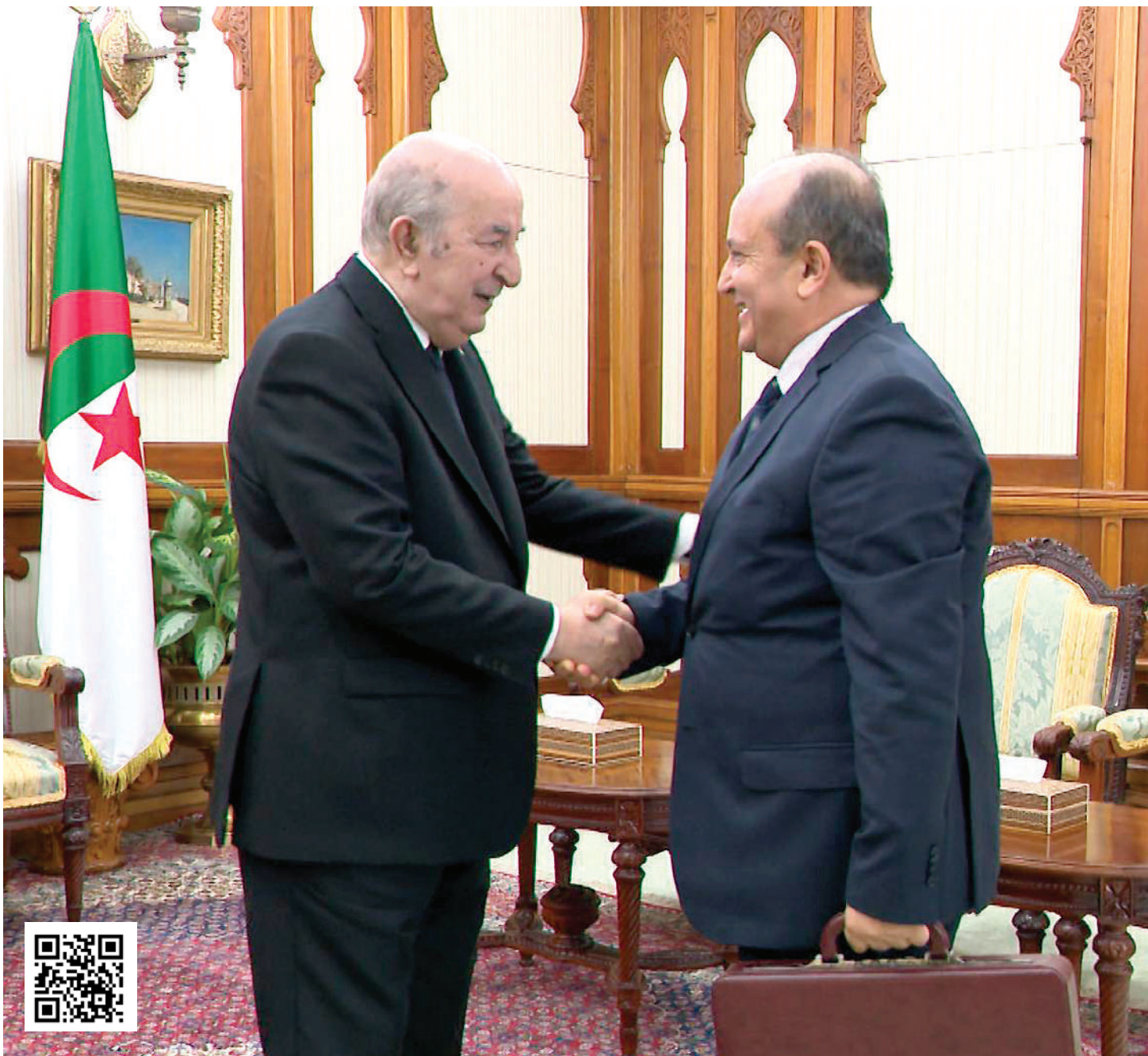
BANQUES
**Plus d'un milliard
de livres
d'investissements
américains prévus au
Royaume-Uni**

P 16

SIFI GHRIEB NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Les priorités du nouveau gouvernement

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé hier de nommer Sifi Ghrieb au poste de Premier ministre et de l'engager à la formation d'un nouveau gouvernement, dont les priorités sont déjà connues. Des instructions fermes ont été données par le chef de l'État au nouveau Premier ministre. C'est, en effet, d'être au service des citoyens algériens et de promouvoir l'économie nationale aux rangs qui sièent à l'Algérie. P 3



CAMPAGNE DE PÊCHE
2025

**Abondante
production de
sardine**

La sardine, pilier de la pêche algérienne, connaît en 2025 une année exceptionnelle. Selon Amar Ouchelli, directeur du développement de la pêche à la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture, cette espèce et ses similaires (anchois, chinchard et autres petits pélagiques) représentent plus de 80 % de la production nationale annuelle. Une domination qui illustre à la fois la richesse des eaux algériennes et la dépendance du secteur à cette ressource.

P 2

PRODUCTION PÉTROLIÈRE
ALGÉRIENNE

**Cap sur un million de
barils/jour à l'horizon
2026**

L'Algérie s'est engagée dans une stratégie progressive d'augmentation de sa production pétrolière, en coordination avec l'alliance OPEP+. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le pays produit actuellement 959 000 barils par jour et s'est fixé pour objectif ambitieux de franchir le seuil symbolique du million de barils quotidiens d'ici juillet 2026. Cette démarche, inscrite dans un cadre de coopération internationale, vise à consolider la place de l'Algérie sur le marché mondial tout en répondant à une demande énergétique en constante croissance.

P 3

RENCONTRE ALGÉRO-
TCHADIENNE AU SIÈGE DU
GROUPE SONAREM

**Vers une
coopération minière
renforcée**

L'Algérie et le Tchad entendent renforcer leur coopération dans divers secteurs, dont celui des mines. Dans ce domaine, le premier pays veut aider le second à constituer une main-d'œuvre qualifiée en vue de tirer profit de ses ressources pétrolières et minières. L'Algérie souhaite partager son expertise en matière de formation des ingénieurs avec le Tchad.

P 5

PROGRAMME DE FINANCEMENT
DES PROJETS ASSOCIATIFS DÉDIÉS
À LA JEUNESSE POUR L'EXERCICE 2025
81 projets sélectionnés P 2

PORT D'ALGER
**Hausse de plus
de 42% des exportations
au 2^e trimestre** P 4

TIPASA
**Ouverture de dix nouvelles
spécialités
au Centre universitaire
Morsli-Abdallah** P 5

PROGRAMME DE
FINANCEMENT DES PROJETS
ASSOCIATIFS DÉDIÉS À LA
JEUNESSE POUR L'EXERCICE
2025

81 projets sélectionnés

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, dimanche dans un communiqué, la sélection de 81 projets associatifs pour bénéficier du programme de soutien et de financement des projets associatifs dédiés à la jeunesse au titre de l'exercice 2025. Après le traitement des dossiers de candidature reçus sur la plateforme numérique "Charaka" pour le financement des projets associatifs dédiés à la jeunesse au titre de l'exercice 2025, 81 projets ont été sélectionnés sur un total de 128 projets déposés, sachant que 5.570 associations sont inscrites sur la plateforme. L'annonce des résultats par le ministère de la Jeunesse s'inscrit dans le cadre de sa stratégie visant à "consacrer la transparence et le professionnalisme" et à "renforcer la complémentarité avec les composantes de la société civile juvénile", précise le communiqué. La signature des conventions de financement des projets retenus "interviendra dans les prochains jours", selon la même source, qui souligne que "les associations dont la candidature a été acceptée bénéficieront d'une session de formation sur le mode de gestion de la convention de financement du projet associatif". "Les associations dont les projets n'ont pas été retenus bénéficieront, quant à elles, de sessions de formation visant à renforcer leurs capacités en matière d'élaboration de projets associatifs", ajoute le communiqué. Les projets retenus portent sur plusieurs domaines, dont "la citoyenneté et la participation des jeunes à la vie publique", "la protection des jeunes des fléaux et l'insertion des jeunes", "les aptitudes et compétences sociales et numériques des jeunes", "l'innovation technologique et l'entrepreneuriat", "les nouveaux médias (numériques) et la création d'un contenu pertinent" et "le tourisme historique, sportif et de loisirs", précise la même source. Pour rappel, une plateforme numérique baptisée "Charaka" avait été mise en place à cet effet pour faciliter l'interaction avec les associations, renforcer l'approche participative et assurer un suivi rigoureux de toutes les étapes (inscription, participation et mise en œuvre des projets).

CAMPAGNE DE PÊCHE 2025

Abondante production de sardine

La sardine, pilier de la pêche algérienne, connaît en 2025 une année exceptionnelle. Selon Amar Ouchelli, directeur du développement de la pêche à la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture, cette espèce et ses similaires (anchois, chinchard et autres petits pélagiques) représentent plus de 80 % de la production nationale annuelle. Une domination qui illustre à la fois la richesse des eaux algériennes et la dépendance du secteur à cette ressource.

Par M. A.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : lors des périodes de forte abondance, certains petits ports enregistrent des débarquements dépassant les 100 tonnes de sardines par jour, soit plus de 5 000 caisses, chacune contenant près de 20 kilos. « Nous vivons la campagne de pêche la plus abondante depuis au moins dix ans », a affirmé M. Ouchelli, sur le plateau de la télévision algérienne, soulignant le caractère exceptionnel de la saison actuelle. Mais cette abondance ne doit pas masquer la fragilité de l'écosystème. La sardine, espèce saisonnière, connaît son pic

de reproduction entre octobre et février. La réglementation algérienne fixe à 11 centimètres la taille commerciale minimale afin de préserver les juvéniles. Pour protéger les stocks et garantir leur renouvellement, une période de repos biologique est instaurée : la pêche est interdite dans certaines zones côtières pendant quatre mois, à compter du 1er juin. Une mesure essentielle pour éviter la surexploitation et assurer la durabilité de la ressource. Face à la demande croissante et aux fluctuations saisonnières, le ministère de l'Agriculture mise également sur l'aquaculture. En 2025, d'importantes opérations d'ensemencement ont été réalisées, aussi bien

dans des cages flottantes en mer que dans des eaux douces. L'objectif est de maintenir l'offre hors saison et de renforcer la sécurité alimentaire tout en réduisant la pression sur les stocks naturels.Cette stratégie, qui conjugue pêche traditionnelle et aquaculture, illustre une approche intégrée de la gestion des ressources halieutiques. Si l'abondance actuelle profite aux pêcheurs et au marché national, elle impose aussi une vigilance accrue. Comme l'a rappelé M. Ouchelli, « préserver la sardine, c'est préserver l'avenir de la pêche algérienne ».

AQUACULTURE MARINE À BEJAÏA

Un projet d'investissement en cours d'installation à Beni Ksila

Par R. E.

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture dans la wilaya de Bejaïa a été renforcé par un nouveau projet d'investissement dans le domaine de l'aquaculture marine, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction concernée. Le directeur du secteur, Abdelkrim Boudjemai, a indiqué à l'APS, que le nouveau projet, une ferme d'aquaculture marine, d'une capacité de production estimée à 800 tonnes par cycle, était en cours d'installation à Beni Ksila (nord-ouest de la wilaya). Il a ajouté qu'il s'agissait du deuxième projet de cette envergure à être installé, le premier ayant été mis en place en mai dernier à Toudja. L'entrée en production de ces deux nou-

velles fermes spécialisées dans l'aquaculture marine, est prévue en 2026, a affirmé, M. Boudjemai. Deux autres nouveaux projets d'investissement dans cette filière, d'une capacité de production de 800 tonnes chacun, ont été validés cette année par la commission de wilaya chargée d'octroyer des concessions pour la création d'établissements aquacoles, a-t-il indiqué. La wilaya compte également six (6) projets aquacoles installés en mer ouverte, dont 4 sont en phase de production, a déclaré M. Boudjemai, soulignant que leur capacité de production théorique est estimée à 3800 tonnes par cycle. Deux (2) fermes aquacoles, déjà en production, ont également lancé des études pour

étendre et de développer leur activité, ce qui contribuera à augmenter la production nationale et à assurer la sécurité alimentaire, a-t-il dit. En outre, le même responsable a fait savoir que pour 2025, le secteur avait déjà procédé à l'ensemencement de plus de 2,7 millions d'alevins de loup de mer et de daurade royale, assurant qu'avant la fin du mois d'octobre prochain, ce chiffre dépasserait les cinq (5) millions. Le secteur de la pêche et de l'aquaculture à Bejaia compte également deux (2) projets dans la conchyliculture (élevage d'huîtres et de moules) et deux (2) unités de transformation, a ajouté M. Boudjemai. Afin de booster l'investissement dans la filière, trois (3) ports de pêche ont été mis à la disposition des

pêcheurs et des professionnels du secteur, a-t-il souligné. Le responsable a indiqué dans ce contexte que les études concernant le projet de création d'une zone d'activité aquacole de 20 hectares dans la wilaya, en vue d'accueillir des projets aquacoles, surtout dans le domaine des écloséries de poissons et de la crevetticulture, étaient achevées. Ainsi, 132 bassins d'irrigation de 50 à 300 m3, contribuant au développement de l'aquaculture en eau douce sont exploités à travers la wilaya dans le cadre de l'aquaculture continentale, a-t-il affirmé. Des alevins de carpe ont été aussi semencés au niveau des barrages de la wilaya, exploités dans le cadre de la pêche continentale, a-t-il noté.

PRÉVENTION DE LA TOXICOMANIE

Un camp de formation pour jeunes médiateurs

Par R.E.

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui, a visité, dimanche, le camp de formation des jeunes médiateurs pour la prévention de la toxicomanie au niveau du camp de jeunes de Zeralda (Alger) et ce, dans le cadre de la vision du ministère visant à "appuyer les programmes de prévention et de formation" et à "accompagner les jeunes dans leur parcours de sevrage et de réinser-

tion" afin de leur permettre de contribuer activement au processus de développement national, indique un communiqué du ministère. Lors de sa visite dans ce camp organisé par le ministère de la Jeunesse, en coordination avec le ministère de la Santé et l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT), M. Hidaoui a rencontré les jeunes participants dont il a écouté les préoccupations et les aspirations, saluant "la forte volonté dont ils ont fait preuve pour surmonter la phase de dépendance

et s'engager dans une dynamique de changement positif au sein de la société". Tout en exprimant "son plein soutien et ses encouragements à ces jeunes", le ministre a souligné "l'importance du rôle qu'ils peuvent jouer, en tant que médiateurs actifs, dans la conscientisation et la sensibilisation aux dangers de la drogue, mais aussi dans la contribution à l'édification d'une société solidaire, consciente et immunisée contre ce fléau". A cette occasion, le ministre a salué les "nobles objectifs que le camp s'attelle à réaliser", no-

tamment "le renforcement de l'esprit de citoyenneté et de responsabilité chez les participants, la promotion du bénévolat et de la participation à la vie publique, le développement des compétences sociales et de communication et la réinsertion des personnes sevrées dans leur environnement socioprofessionnel". Cette visite s'inscrit dans le cadre du "suivi sur le terrain des programmes de formation et d'accompagnement destinés aux jeunes, notamment sevrés", conclut le communiqué.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SIFI GHRIEB NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Les priorités du nouveau gouvernement

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé hier de nommer Sifi Ghrieb au poste de Premier ministre et de l’engager à la formation d’un nouveau gouvernement, dont les priorités sont déjà connues. Des instructions fermes ont été données par le chef de l’État au nouveau Premier ministre.

Zahir R

C’est, en effet, d’être au service des citoyens algériens et de promouvoir l’économie nationale aux rangs qui siéent à l’Algérie, a indiqué Sifi Ghrieb dans une déclaration au terme de l’audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. « Le président de la République a donné toutes les instructions nécessaires pour être, avant tout, au service des citoyens algériens et promouvoir l’économie nationale aux rangs qui siéent à l’Algérie en tant qu’État pivot aux niveaux régional et international », a-t-il affirmé. À cette occasion, M. Ghrieb a réaffirmé son engagement et celui de l’ensemble de l’équipe gouvernementale à « veiller, sur le terrain, à servir les citoyens » et à « consulter toutes les catégories et franges nationales » au service de l’Algérie. La composition du nouvel exécutif a été annoncée au milieu de la

journée d’hier, avec des changements légers. De nouveaux ministres ont intégré le gouvernement de Sifi Ghrieb avec l’ambition de relever le défi de la diversification de l’économie nationale, d’autant que le président Tebboune s’est engagé à la diversification de l’économie nationale. D’ailleurs, un objectif d’un PIB à 400 milliards de dollars est tracé d’ici 2027, permettant à l’Algérie d’être dans le giron des pays émergents. Autre engagement : la création de 20 000 start-up et 400 000 emplois directs durant ce deuxième mandat présidentiel. Des objectifs réalisables sur le terrain nécessitant un grand travail, notamment pour surmonter les obstacles qui perdurent encore, tout en dynamisant l’investissement. D’ailleurs, Sifi Ghrieb, qui vient de prendre ses fonctions de Premier ministre par intérim, a déclaré lors d’une cérémonie de passation de pouvoirs avec Nadir Larbaoui : « Nous avons beaucoup de travail devant nous, notamment avec la

rentrée sociale ». Une déclaration qui témoigne de l’importance de ce dossier et du fait que tous les efforts seront orientés vers ce dernier afin de relever le pari de ce premier test. Ghrieb s’est engagé à travailler sans relâche à la concrétisation du programme du président de la République et de l’ensemble des projets qui, sans nul doute, apporteront un véritable plus à l’économie nationale. Outre la rentrée sociale, le nouveau Premier ministre fait face à de nombreux dossiers économiques à traiter en urgence. Il y a d’abord la préparation du projet de loi de finances 2026. Ce projet de loi doit être centré sur le programme du président Tebboune, dont un plan de relance est déjà en marche. La diversification de l’économie nationale passe par le soutien à l’investissement dans les secteurs hors hydrocarbures, tels que l’agriculture, l’industrie, l’économie de la connaissance, les services et le commerce extérieur.

La composition du gouvernement

Ahmed Attaf, ministre d’État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines ; Saïd Chengriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d’État-major de l’Armée nationale populaire; Mohamed Arkab, ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines ; Brahim Merad, ministre d’État, chargé de l’Inspection des services de l’État et des collectivités locales; Saïd Sayoud, ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports; Lotfi Boudjemaa, ministre de la Justice, garde des Sceaux ; Abdelkrim Bouzerd, ministre des Finances; Kamel Baddari, ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique; Mohamed Seghir Saâ-

daoui, ministre de l’Éducation nationale ; Mohamed Seddik Aït Mes-saouden, ministre de la Santé ; Abdelmalek Tacherift, ministre des Moudjahidine et des Ayants droit; Yahia Bachir, ministre de l’Industrie ; Ouassim Kouidri, ministre de l’Industrie pharmaceutique; Yacine Mehdi Oualid, ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche ; Mourad Adjal, ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables; Kamel Rezig, ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations; Amal Abdelatif, ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national; Mohamed Tarek Belaribi, ministre de l’Habitat, de l’Urbanisme, de la Ville et de l’Aménagement du territoire; Youcef Bel-mehdi, ministre des Affaires reli-

gieuses et des Wakfs, Malika Boudouda, ministre de la Culture et des Arts ; Moustapha Hidaoui, ministre de la Jeunesse, chargé du Haut Conseil de la jeunesse ; Sidi Ali Zerrouki, ministre de la Poste et des Télécommunications ; Noureddine Ouadah, ministre de l’Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises ; Zohir Bouamama, ministre de la Communication; Nacima Arhab, ministre de la Formation et de l’Enseignement professionnels ; Abdelkader Djellaoui, ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base ; Taha Derbal, ministre de l’hydraulique; Abdelhak Saihi, ministre du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale ; Houria Meddahi, ministre du Tourisme et de l’Artisanat ; Soraya Mouloudji, mi-

nistre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme ; Kaoutar Krikou, ministre de l’Environnement et de la Qualité de vie ; Walid Sadi, ministre de la Jeunesse et des Sports ; Nadjiba Djilali, ministre des Relations avec le Parlement ; Mohamed Abden-nour Rabhi, ministre, wali de la wilaya d’Alger ; Soufiane Chaïb, secrétaire d’État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l’étranger ; Bakhta Salma Mansouri, secrétaire d’État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines ; Karima Bekir*, secrétaire d’État auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines. Le secrétaire général du gouvernement est Yahia Bouchari

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE Le Green Energy Cluster, un levier pour l’industrie algérienne

Par M. A.

L’Algérie consolide sa stratégie de transition énergétique avec un succès économique notable. Le Green Energy Cluster Algeria, une plateforme qui regroupe les entreprises locales du secteur, a annoncé la signature de contrats de 150 millions de dollars dans les énergies renouvelables. Ces accords, conclus par un des membres du cluster, témoignent de la crédibilité croissante de l’industrie algérienne sur le marché continental. Le Professeur Boukhalfa Yaici, directeur général du cluster, a mis en lumière ces avancées. « Ces accords permettront à nos entreprises d’élargir leurs activités en Afrique et de démontrer que l’Algérie peut être un acteur compétitif au-delà de ses frontières », a-t-il déclaré lors de son intervention à la télévision algérienne, soulignant la volonté du pays de passer d’un statut de marché à celui d’exportateur de solutions. Le projet national de 15 000 MW, lancé par le gouvernement, est le moteur de cette dynamique. Selon le Professeur Yaici, les entreprises du cluster sont déjà impliquées dans la réalisation de près de 30 % du projet de 3 200 MW en cours. « C’est une étape importante qui prouve que notre tissu industriel est en train de monter en puissance », a-t-il expliqué. Afin de réduire la dépendance aux importations, le cluster œuvre à la constitution d’une chaîne de valeur locale complète. Des unités de production de panneaux solaires, de câbles et d’équipements métalliques sont déjà opérationnelles. « Nous travaillons à intégrer prochainement la fabrication de transformateurs et d’autres équipements stratégiques. Notre objectif est clair : doter l’Algérie d’une chaîne industrielle complète dans le domaine des énergies renouvelables », a-t-il précisé. Sur le plan continental, la voix de l’Algérie porte de plus en plus. L’adhésion en 2025 au Partenariat africain pour l’hydrogène vert est une preuve de cet engagement. « L’Algérie parle d’hydrogène vert depuis 2023. Rejoindre officiellement ce partenariat montre que nous passons du discours à l’action et que nous sommes désormais perçus comme un partenaire crédible », a insisté le professeur. L’Afrique, avec son potentiel solaire, éolien et hydroélectrique, est un géant énergétique en devenir. Mais pour concrétiser ces projets, le financement reste le principal défi. Le Professeur Yaici met en garde : « Depuis la crise du Covid-19, de nombreux projets ont du mal à se concrétiser faute de ressources financières suffisantes. C’est aujourd’hui le principal obstacle au déploiement massif des énergies renouvelables en Afrique ». En plaçant l’Algérie au cœur de la dynamique africaine et en misant sur une base industrielle solide, le Professeur Yaici esquisse une stratégie où les énergies renouvelables et l’hydrogène vert apparaissent non seulement comme un levier économique, mais aussi comme un outil de souveraineté et d’influence régionale.

PRODUCTION PÉTROLIÈRE ALGÉRIENNE

Cap sur un million de barils/jour à l’horizon 2026

Par M. A.

L’Algérie s’est engagée dans une stratégie progressive d’augmentation de sa production pétrolière, en coordination avec l’alliance OPEP+. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », le pays produit actuellement 959 000 barils par jour et s’est fixé pour objectif ambitieux de franchir le seuil symbolique du million de barils quotidiens d’ici juillet 2026. Cette démarche, inscrite dans un cadre de coopération internationale, vise à consolider la place de l’Algérie sur le marché mondial tout en répondant à une demande énergétique en constante croissance. Le pétrole occupe une place déterminante dans l’économie nationale, dont les recettes d’exportation et l’équilibre budgétaire reposent largement sur les hydrocarbures. Si la production actuelle atteint 959 000 barils par jour, elle avait déjà dépassé le million en mars 2023, atteignant 1,013 million de barils par jour.

Ce rappel illustre l’importance stratégique du secteur pour la stabilité économique du pays. Pour renouer avec ce niveau, l’Algérie a adopté un plan d’augmentation graduelle, prévoyant des hausses mensuelles de 4 000 barils par jour à partir d’octobre 2025, afin d’atteindre 1,003 million de barils en juillet 2026. Elle fait partie d’un groupe restreint de huit pays de l’OPEP+ autorisés à accroître leur production, se distinguant ainsi d’autres producteurs majeurs comme l’Arabie saoudite, l’Irak ou la Russie, soumis à des contraintes différentes. Depuis mai 2023, l’OPEP+ applique une réduction volontaire de 1,65 million de barils par jour, partiellement allégée à partir d’octobre 2025. Dans ce cadre, l’Algérie bénéficie d’une marge de progression limitée, avec seulement 4 000 barils quotidiens supplémentaires, un chiffre modeste comparé aux augmentations accordées à d’autres pays. De plus, l’expérience démontre que les hausses

effectives de production s’avèrent souvent inférieures aux annonces, les volumes réels n’atteignant parfois qu’une partie des objectifs fixés. Les perspectives mondiales offrent toutefois des signaux encourageants. Selon les prévisions de l’OPEP publiées en août 2025, la demande mondiale de pétrole devrait s’élever à 106,52 millions de barils par jour en 2026, en hausse de 1,38 million par rapport à l’année précédente. Cette croissance sera principalement portée par les pays hors OCDE, qui devraient contribuer à hauteur de 1,23 million de barils par jour, tandis que la demande dans les pays de l’OCDE progressera plus modestement. Cette tendance pourrait représenter une opportunité significative pour l’Algérie, même si le marché demeure marqué par des incertitudes liées à un possible ralentissement économique et aux tensions géopolitiques susceptibles d’influencer prix et volumes échangés. Si ces conditions restent stables, l’Algérie

a de réelles chances d’atteindre son objectif du million de barils par jour en juillet 2026. Néanmoins, la réalisation de cette ambition dépendra de plusieurs paramètres essentiels : le respect des quotas fixés par l’OPEP+, le dynamisme de la demande mondiale et l’évolution de la conjoncture internationale. Cette trajectoire soulève par ailleurs un débat parmi les experts : l’Algérie doit-elle se contenter de cette progression limitée ou investir davantage pour renforcer durablement ses capacités de production et d’exportation ? L’objectif du million de barils conserve ainsi une portée à la fois symbolique et stratégique. L’Algérie a le potentiel de retrouver son influence sur le marché pétrolier mondial, mais son parcours reste fragile. Entre contraintes imposées par l’OPEP+, volatilité des marchés et nécessité d’investir massivement dans son secteur énergétique, le pays joue une partie décisive pour l’avenir de son économie.

OUARGLA

La wilaya passe à l’action pour l’assainissement du foncier agricole

Dans le cadre de la mise en œuvre de l’instruction ministérielle n°02 du 1er juin 2025 relative à l’assainissement du foncier agricole relevant du domaine privé de l’État, la wilaya de Ouargla a engagé une nouvelle phase de traitement du dossier. Une réunion de la commission wilayale dédiée à ce chantier stratégique s’est tenue la semaine dernière sous la présidence du wali, M. Abdelghani Filali. Réunis dans la salle des délibérations, les principaux acteurs institutionnels ont pris part aux discussions : le secrétaire général de la wilaya, les chefs de daïras, les présidents des APC, les directeurs exécutifs concernés, les responsables d’offices et établissements spécialisés, ainsi que des représentants de la Gendarmerie nationale, de l’Union nationale des paysans algériens (UNPA) et de la commission agricole de l’APW. Le wali a rappelé la nécessité pour l’ensemble des parties prenantes de maîtriser les problématiques liées à l’occupation et à l’exploitation du foncier agricole, dans toutes ses configurations juridiques et administratives. Il a exhorté les responsables à traiter les dossiers en se référant strictement à la circulaire ministérielle, qui fixe les mécanismes de régularisation, de récupération et de réaffectation des terres non exploitées ou détournées de leur vocation agricole. Dans ce sens, des instructions ont été données pour intensifier les sorties de terrain par les services compétents, en vue de dresser un état des lieux précis et actualisé. En effet, la régularisation du foncier agricole constitue un levier essentiel pour améliorer la performance du secteur agricole, renforcer la sécurité alimentaire et attirer de nouveaux investissements productifs. Elle vise également à lutter contre la spéculation foncière et à réorienter les terres inexploitées vers de véritables projets de développement.

PORT D'ALGER

Hausse de plus de 42% des exportations au 2^e trimestre

Les exportations à partir du Port d'Alger ont enregistré une hausse de plus de 42% au 2e trimestre 2025, comparativement à la même période de l'année précédente, grâce notamment à l'augmentation du trafic de marchandises embarquées hors hydrocarbures, selon le dernier bilan de l'Entreprise portuaire d'Alger (Epal). Le tonnage des marchandises exportées est passé de 307.823 tonnes entre mars et juin 2024 à 438.668 tonnes sur la même période en 2025, soit une progression de 42,51%, précise la même source. Hors hydrocarbures, les marchandises conteneurisées ont affiché une croissance de 31,69% au 2e trimestre, ajoute l'Epal. Parallèlement, le trafic des marchandises débarquées a augmenté de 15,99% par

rapport au 2e trimestre 2024, passant de 1,703 million de tonnes à 1,976 million de tonnes, en raison notamment de l'importation en grand nombre d'ovins destinés au sacrifice de l'Aïd El-Adha.

Baisse sensible du séjour à quai

Ainsi, le trafic global des marchandises traitées par l'Epal a atteint 2,414 millions de tonnes au 2e trimestre 2025, contre 2,011 millions de tonnes un an plus tôt, soit une croissance de 20%. La période mars-juin 2025 a également été marquée par une forte affluence de voyageurs, avec un total de 79.356 passagers contre 56.737 au 2e trimestre 2024, représentant une progression de 39,87%, expliquée notamment par les tarifs concurrentiels

proposés par de nouvelles compagnies de transport maritime, souligne l'Epal. Concernant le rendement portuaire, le séjour moyen des navires à quai a sensiblement baissé, passant de 4,49 jours au 2e trimestre 2024 à 3,44 jours durant la même période de 2025, soit une diminution de 1,05 jour. Cette performance "témoigne de l'accélération des cadences de manutention de nos équipes ainsi que d'une gestion optimale de nos ressources, tant humaines que matérielles, notamment depuis le lancement en février 2025 du travail en continu (24h/24 et 7j/7), conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", précise l'Epal dans son bilan.

RENTRÉE SCOLAIRE

Semaine nationale de la santé scolaire du 21 au 25 septembre

Le ministère de la Santé organise du 21 au 25 septembre, en coordination avec le ministère de l'Education nationale, la semaine nationale de la santé scolaire, dans le but de renforcer la conscience sanitaire en milieu scolaire, indique un communiqué du ministère de la Santé. A l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, le ministère de la Santé organise, en coordination avec le ministère de l'Education nationale, la semaine nationale de la santé scolaire (21-25 septembre), dans le but de "renforcer la conscience sanitaire chez les écoliers, à travers des campagnes de sensibilisa-

tion, des activités éducatives et des ateliers pratiques", précise le communiqué. A cet effet, le ministère a "appelé les directeurs de la santé et de la population au niveau des wilayas à se mobiliser et à contribuer activement à la réussite de cette initiative nationale participant de la promotion de la santé en milieu scolaire, en renforçant la coordination avec les directions de l'éducation au niveau local et en mobilisant les équipes de santé scolaire pour un accompagnement efficace des activités programmées". Le mi-

nistère a également appelé les directeurs de la santé et de la population à "veiller à la mise en œuvre du programme de sensibilisation tracé par le ministère de l'Education nationale, en coordination avec le ministère de la Santé" et à "encourager toutes les initiatives complémentaires (conférences, interventions spécialisées, ateliers pratiques et activités éducatives) à même de concourir à la réussite de cette initiative nationale".

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 10 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Septembre 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits	DA / Kg	معدل	Maximum	Minimum	المنتجات
		Moyenne			
Légumes frais	Pomme de terre	56	64	48	البطاطا
	Tomate	67	79	55	الطماطم
	Oignon sec	50	57	42	البصل الجاف
	Ail sec	566	634	499	الثوم الجاف
	Carotte	95	106	84	الجزر
	Navet	111	124	98	لفت
	Poivron	85	98	72	الفلفل الأخضر
	Piment	116	135	96	الفلفل الحار
	Courgette	101	114	87	الكوسة
	Haricot vert	181	202	159	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	118	133	103	الخس
Fruits frais	Pomme locale	328	415	240	التفاح المحلي
	Datte	586	725	446	التمر
	Banane	421	433	408	الموز
	Melon	87	97	77	البطيخ الأصفر
	Pastèque	77	87	67	البطيخ الأحمر
	Raisin	213	277	150	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1804	1924	1684	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	366	379	353	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

SNTF

Renforcement prochain avec des nouvelles rames de la ligne ferroviaire Tizi-Ouzou-Alger

Le transport de voyageurs par voie ferroviaire entre Tizi-Ouzou et Alger sera renforcé avec de nouvelles rames afin d’augmenter la fréquence des dessertes quotidiennes sur cette ligne, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. Cette décision, prise par le directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), M. Adj Bouaouni, lors de sa visite de travail jeudi dernier à Tizi-Ouzou, vise à prendre en charge les préoccupations des citoyens en matière de transport ferroviaire, selon la cellule de communication de la wilaya. ? A l’issue d’une séance de travail au siège de la wilaya, M. Bouaouni a annoncé le renforcement "en priorité" de la ligne Tizi-Ouzou/Alger par l’acquisition de nouvelles rames, a-t-on fait savoir. A Oued Aïssi, il a examiné un terrain adjacent à la voie ferrée, dans

la zone industrielle "Aïssat Idir", pour y implanter une gare urbaine qui desservira les communes et daïras de l’Est de la wilaya. Une halte de train y sera également aménagée, a-t-on ajouté. A Drâa Ben Khedda, M. Bouaouni a assuré que des mesures nécessaires seraient prises pour céder un tronçon de 900 mètres de l’ancienne voie ferrée (non exploitée) à la wilaya, afin que celle-ci y construise des infrastructures publiques. La visite s’est achevée à la gare multimodale "Moudjahid Adim Ahmed" de Bouhinoune, où M. Bouaouni a donné des instructions pour améliorer les prestations, notamment en matière d’aménagement des espaces verts, d’hygiène et d’éclairage public. Le DG de la SNTF a également indiqué que les travaux de rénovation du bâtiment de la gare allaient bientôt commencer.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	432,00	NC	0,00	0,40	2,56	7,62	8,10	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1415,00	0,00	0,24	-0,08	9,10	5,50	3225	4 563 375,00
BIOPHARM	BIO	2 340,00	2340,00	0,00	-4,66	-1,77	6,22	6,84	20	46 800,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 277,00	2277,00	0,00	-0,17	0,25	10,86	5,49	2062	4 695 174,00
EGH Ei Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,19	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	391,00	384,00	-1,79	-0,52	-5,03	3,63	5,47	2892	1 110 526,00

RENCONTRE ALGÉRO-TCHADIENNE AU SIÈGE DU GROUPE SONAREM

Vers une coopération minière renforcée

L'Algérie et le Tchad entendent renforcer leur coopération dans divers secteurs, dont celui des mines. Dans ce domaine, le premier pays veut aider le second à constituer une main-d'œuvre qualifiée en vue de tirer profit de ses ressources pétrolières et minières. L'Algérie souhaite partager son expertise en matière de formation des ingénieurs avec le Tchad.

Par Réda Hadi

Dans la continuité de cette entente, le groupe Sonarem, entreprise leader dans le secteur minier, a accueilli une délégation de haut niveau en provenance du Tchad au sein de son siège social. Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération africaine et de la valorisation des retombées de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), a réuni M. Belkacem Soltani, président-directeur général de Sonarem, et les représentants tchadiens, dont M. Tahir Saleh, directeur général adjoint des Douanes, et M. Ibrahim Youssef, président-directeur général de Sahara Air Lines. Les discussions ont porté sur les voies de coopération et la construction de partenariats stratégiques entre l'Algérie et le Tchad, deux pays unis par des liens historiques et culturels forts. Les deux parties partagent la conviction que la mobilisation des compétences africaines est essentielle pour le développement continental. Les échanges ont permis de définir les cadres généraux de leur collaboration, notamment dans les domaines suivants : « Échange d'expertises scientifiques et techniques dans la recherche géologique via la filiale ORGM du groupe Sonarem ; élaboration de cartes géologiques et minières ac-

tualisées et lancement d'une feuille de route algéro-tchadienne comprenant des programmes de formation, des visites de terrain dans les mines algériennes et le transfert du savoir-faire algérien vers le Tchad ». Les deux parties ont également exprimé leur volonté d'accompagner les efforts tchadiens dans l'élaboration d'études prospectives et de faisabilité visant à évaluer la valeur économique des ressources minières et leur exploitation optimale. L'ouverture du marché algérien aux capitaux tchadiens a été discutée, permettant ainsi aux investisseurs tchadiens de bénéficier des avantages nationaux et de la compétitivité des produits miniers algériens, grâce à la disponibilité de l'énergie, de l'eau et des infrastructures. Lors de la rencontre, l'expérience du groupe Sonarem a été présentée, mettant en avant l'exploitation de plus de 80 mines de divers minerais (or, phosphates, zinc, plomb, fer, marbre, etc.) et son expertise dans l'industrie de transformation, notamment dans la filière marbre. Le rôle du secteur minier dans le soutien à l'industrie cimentière a également été souligné, ouvrant des perspectives de coopération avec le Tchad pour relancer ses usines de ciment en valorisant ses ressources locales. La délégation tchadienne a salué le haut niveau des institutions algériennes, telles qu'ENOF, et

a exprimé son admiration pour les compétences algériennes capables de contribuer au développement du secteur minier au Tchad. Elle a souligné l'importance de créer des institutions publiques spécialisées dans la gestion des données minières et l'organisation des licences d'exploitation, ainsi que des entreprises d'exploitation inspirées du modèle algérien. En conclusion, le groupe Sonarem a reçu une invitation officielle pour se rendre prochainement au Tchad afin de découvrir son potentiel minier et de réaliser une évaluation globale visant à identifier les atouts et opportunités. Les deux parties ont convenu de préparer un memorandum d'entente et un accord de coopération, et de poursuivre leur coordination à travers des rencontres bilatérales et des réunions techniques par visioconférence, en vue d'établir un plan d'action précis assorti d'échéances. Cette coopération traduit la volonté des deux pays de préserver les richesses de l'Afrique au sein du continent et de les mettre au service du développement durable de ses peuples. La rencontre témoigne d'une étape importante vers un partenariat renforcé entre l'Algérie et le Tchad dans le secteur minier, avec des perspectives prometteuses pour le développement économique et la coopération africaine.

TIPASA

Ouverture de dix nouvelles spécialités au Centre universitaire Morsli-Abdallah

Dix nouvelles spécialités de formation universitaire ont été ouvertes au Centre universitaire Morsli-Abdallah de Tipasa, au titre de l'année universitaire 2025- 2026, a-t-on appris, dimanche, auprès de l'établissement. Ces nouvelles spécialités concernent les domaines des sciences naturelles, humaines, technologiques et juridiques, avec notamment l'introduction de l'intelligence artificielle (IA) à la faculté des sciences économiques, en adéquation avec les besoins du marché du travail local et national. Il s'agit notamment de l'ouverture d'une Licence en intelligence artificielle appliquée à l'économie et d'une autre en informatique des affaires à la faculté des sciences économiques, des sciences de gestion et des sciences commerciales. Le Centre universitaire de Tipasa est le seul, à l'échelle nationale, à proposer ces deux formations. D'autres spécialités en relation avec les spécificités de la wilaya de Tipasa ont également été introduites, dont l'aquaculture et la pisciculture dans la filière biologie aquatique marine et continentale, ainsi qu'une formation d'ingénieur d'Etat en forêts et ressources en eau dans la filière des sciences agricoles. Dans le domaine des sciences humaines et sociales, il a été procédé à l'ouverture d'un Master en archéologie islamique en filière archéologie, un Master en histoire de l'Algérie durant la période 1519-1830, ainsi qu'une Licence en sciences de l'information et de la communication. Enfin, le domaine des sciences et technologies a été renforcé par la création de formations d'ingénieur d'Etat en génie des installations chimiques et en plantes et développement durable.

DES ACCORDS SIGNÉS ET UNE COOPÉRATION RENFORCÉE

Des entreprises algériennes se réjouissent des opportunités offertes par l'IATF

Par R E

Des entreprises algériennes ayant participé à la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), organisée du 4 au 10 septembre à Alger, se sont réjouies des opportunités offertes par cet important événement économique, qui leur a permis de conclure des partenariats stratégiques avec des entreprises de pays africains, contribuant ainsi à renforcer la présence des produits algériens sur les marchés du continent. Dans des déclarations à l'APS, les responsables de ces entreprises ont souligné que cette édition avait donné une forte impulsion au processus d'intégration des entreprises algériennes dans leur environnement continental, en favorisant leur ouverture sur de nouveaux marchés et en étendant leurs domaines de coopération. Dans ce cadre, le PDG du Groupe public d'études d'infrastructures, de contrôle et d'assistance (GEICA), M. Ahmed Souilem, a indiqué que les accords signés par les différentes filiales du groupe lors de cette quatrième édition permettront un échange d'expertises dans les domaines technique et scientifique et la participation aux appels d'offres internationaux qui seront lancés par des pays africains comme la Guinée, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour le groupe qui opère déjà sur les marchés mauritanien,

tchadien et congolais. Il a ajouté que les capacités de financement par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) augmenteront les chances d'expansion du groupe vers d'autres pays africains. Deux filiales du groupe GEICA, à savoir le Laboratoire central des travaux publics (LCTP) et la Société algérienne d'études d'infrastructures (SAETI) ont signé, mercredi dernier, deux accords de partenariat d'une valeur de deux (2) millions de dollars chacun avec le groupe guinéen Baling. Pour sa part, le Directeur général adjoint du groupe Iris, M. Djamel Guidoum, a affirmé que cette édition avait permis de "faire découvrir les produits algériens aux opérateurs économiques africains". Grâce à son climat d'investissement encourageant et à son cadre législatif favorable, l'Algérie ne peut que renforcer sa position de leader en Afrique, a estimé M. Guidoum, soulignant l'importance du contrat signé par le groupe lors de la foire pour l'exportation d'équipements électroménagers vers le Zimbabwe d'une valeur de 50 millions de dollars. Le chargé de communication du Groupe agroalimentaire LaBelle, M. Aymen Debah, a, quant lui, précisé que la foire avait permis au groupe de rencontrer de nouveaux partenaires du continent, donnant lieu à la conclusion d'un accord commercial d'une valeur de 200 millions de dollars avec la société ougandaise Jaber. L'IATF a aussi permis au groupe de ren-

forcer sa position sur le marché africain et d'étendre son activité au-delà des pays du Sahel, conformément à la politique de l'Etat visant à diversifier les sources de revenus et à valoriser les exportations hors hydrocarbures, a-t-il affirmé. La quatrième édition de la foire n'a pas profité uniquement aux groupes industriels et aux grandes entreprises, mais a également bénéficié aux micro-entreprises et aux start-up. A cet égard, l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM) a fait savoir que sept (7) femmes entrepreneures bénéficiant du soutien de l'agence ont pu conclure des marchés dans le cadre de la foire. Ces marchés, allant de 30.000 dollars à 3 millions de dollars, concernent l'exportation de produits cosmétiques naturels, d'uniformes, de gâteaux traditionnels et d'autres produits d'artisanat vers le Mali, l'Ethiopie, le Niger, la Mauritanie, le Lesotho et le Nigeria. Selon l'agence, ces résultats mettent en évidence "la capacité de la femme au foyer et de la femme rurale à relever le défi de la compétitivité sur le marché national et à l'extérieur" et "son rôle dans le renforcement de l'entrepreneuriat, en tant que principal levier de l'intégration africaine". De leur côté, les entreprises africaines participantes ont salué les acquis réalisés par la foire, notamment à travers l'interconnexion du tissu économique de différents pays du continent, la mise en avant de leur complémentarité

fructueuse et l'exploration des possibilités de coopération avec les entreprises algériennes. Dans ce cadre, le Directeur exécutif chargé du développement des petites et moyennes entreprises et de la promotion des exportations au sein du Conseil de promotion et de développement des investissements de la Namibie, M. Peter Shivute, a affirmé, dans une déclaration à l'APS, que son pays considère l'Algérie comme un partenaire central dans plusieurs domaines, soulignant que l'IATF 2025 a jeté des bases solides à même de préparer le terrain à la conclusion d'accords concrets entre les deux parties dans un avenir proche. Il a indiqué que les rencontres entre la délégation namibienne et nombre d'opérateurs économiques algériens, lors de cette foire, ont été "fructueuses". Elles ont permis d'explorer des domaines d'intérêt prioritaires pour les deux parties, a-t-il dit. Le responsable namibien a en outre affirmé que les contacts en vue de l'établissement de partenariats "ne s'arrêteront pas avec la clôture de la foire", mais seront maintenus à travers les institutions gouvernementales concernées, ainsi que par le biais de l'ambassade namibienne en Algérie, soulignant la volonté de son pays d'attirer des investissements dans les secteurs des mines, des matériaux de construction, de la production de sacs plastiques et de l'énergie.

TLEMCEN

Ouverture prévue de
14 nouveaux
établissements
scolaires

La wilaya de Tlemcen sera dotée de 14 nouveaux établissements scolaires dans les trois cycles d'enseignement à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, prévue au début de la semaine prochaine, a-t-on appris auprès de la direction du secteur. Ces infrastructures comprennent 11 écoles primaires, un collège et deux lycées, répartis à travers différentes communes de la wilaya, afin de réduire la pression sur les établissements existants et d'éviter aux élèves des quartiers et des communes concernés de se déplacer vers des écoles éloignées de leur lieu de résidence, a indiqué la même source.

A cette occasion, il est également prévu l'ouverture de 100 classes d'extension et 38 cantines scolaires dans le cycle primaire, ainsi que 56 classes d'extension, deux demi-pensions, deux salles de cours et deux terrains de sport et une unité de dépistage et de suivi dans le cycle moyen ,alors que le cycle secondaire bénéficiera quant à lui d'une demi-pension et d'une salle de sport, a-t-on précisé.

Par ailleurs, la même source a indiqué que 30 508 élèves bénéficieront, lors de la prochaine rentrée, du service de transport scolaire assuré par pas moins de 302 bus.

Dans le cadre des préparatifs de la rentrée, il a également été souligné que la bourse scolaire, fixée à 5 000 DA, a été versée dans les comptes postaux des parents de 98 886 élèves, afin de leur permettre d'acquérir les fournitures nécessaires avant la reprise des cours.

Quelque 300 632 élèves sont attendus dans les établissements scolaires lors de la prochaine rentrée, répartis entre 148 765 dans le cycle primaire, 103 011 dans le cycle moyen et 48 856 dans le cycle secondaire.

Ils seront accueillis par plus de 500 groupes scolaires, plus de 160 collèges et plus de 60 lycées, a-t-on précisé.

LAGHOUAT

Plus de 300 enfants bénéficient de consultations médicales en cardiologie

Plus de 300 enfants ont bénéficié de consultations médicales gratuites en cardiologie, à l'issue des journées scientifiques sur les maladies cardiaques chez les enfants organisées au Centre anti-cancer (CAC) "Chahid Mohamed Rezzoug" de Laghouat, a-t-on appris samedi de ses initiateurs.

Encadrée par des professeurs hospitalo-universitaires venus de divers établissements hospitaliers à travers le pays, cette initiative a pour objectif de renforcer le dépistage précoce des cardiopathies et anomalies congénitales, ont-ils souligné.

Elle permet aussi aux cardiologues et aux pédiatres exerçant dans les différentes structures de santé de la wilaya de bénéficier de séances de formation pratique dispensées par des spécialistes, a-t-on ajouté de même source.

Cet événement poursuit deux objectifs princi-

paux, à savoir permettre au plus grand nombre possible d'enfants de bénéficier d'un diagnostic précoce et consolider les compétences des praticiens locaux dans la prise en charge des enfants atteints de maladies cardiaques, a précisé la cheffe de l'unité de néonatalogie à l'Etablissement hospitalier spécialisé "mère-enfant" de Laghouat, co-organisatrice de ces journées médicales, Yasmine Kaddouri.

Et d'ajouter : les résultats préliminaires révèlent que de nombreux enfants nécessitent un suivi régulier et des interventions spécialisées, et

nous nous engageons, a-t-elle poursuivi, à garantir la prise en charge de ces besoins.

De son côté, le directeur de la santé et de la population (DSP) de la wilaya de Laghouat, Mokhtar Mokrane, a salué cette initiative, qui constitue, selon lui, un modèle de partenariat réussi entre l'expertise universitaire et la pratique du terrain, signalant que son succès ouvre la voie à d'autres rencontres similaires susceptibles de contribuer à promouvoir la prise en charge médicale.

TIARET

Mise en service prévue de 24 nouveaux établissements scolaires

Pas moins de 24 nouveaux établissements scolaires seront mis en service dans la wilaya de Tiaret à l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, a annoncé samedi le wali, Saïd Khelil.

Dans une déclaration à la presse, à l'issue de sa visite d'inspection de plusieurs établissements scolaires qui devront être mis en service dans la ville de Tiaret, M. Khelil a précisé que

le cycle primaire sera renforcé par 15 groupes scolaires et 56 classes d'extension, tandis que six collèges d'enseignement moyen (CEM) et trois lycées viendront renforcer le secteur de l'éducation.

Deux de ces lycées ouvriront leurs portes dans les pôles urbains de Zmala et Karman, au chef-lieu de wilaya, alors que le troisième a été réalisé dans la commune de Guertoufa,

a-t-il indiqué.

La rentrée verra également la mise en service de 30 cantines scolaires, dont quatre centrales situées dans la ville de Tiaret, ainsi que de deux demi-pensions et d'une salle polyvalente.

Parallèlement, des dizaines d'écoles ont fait l'objet de travaux de réhabilitation menés par différents services, notamment les communes, la direction des Equipements publics et celle de

l'Education.

La direction de l'éducation a, de son côté, entamé l'équipement de l'ensemble de ces nouvelles infrastructures afin qu'elles soient prêtes à accueillir les élèves dès le premier jour de classe dans de bonnes conditions, notamment en ce qui concerne la restauration scolaire et le transport, a ajouté le wali.

BLIDA

Mise en service prochaine de la rocade de la ville de Bouinane

La mise en service du projet de la rocade de la ville de Bouinane, à l'Est de Blida, interviendra dans les prochains jours, vu l'avancement notable de ses travaux, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya.

Les mêmes services ont précisé que le projet de réalisation de cette rocade- Nord de Bouinane, ayant fait samedi l'objet d'une visite du wali, Brahim Ouchen, a atteint un taux d'avancement des

travaux de l'ordre de 90% et que sa mise en service est prévue dans les jours à venir.

Cette rocade s'étend sur une distance de 8,2 km, en partant de la Route nationale RN29 via les chemins de wilayas (CW) N116, N135 et N111, pour rejoindre la RN29. Il contribuera à fluidifier le trafic routier dans la partie-Est de la wilaya, enregistrant actuellement la réalisation de milliers de logements dans le cadre de la nouvelle ville de Bouinane, selon la

même source.

A noter également la mise en service, programmée dans les prochains jours, de l'ouvrage d'art de 60 mètres, intégré au projet de la voie d'évitement de la commune de Soumaa. Le taux d'avancement de cet ouvrage est de 98%.

Par ailleurs, les travaux de la 1ère tranche du projet de réalisation de la route reliant la commune d'Ouled Yaich, en partant de l'université "Saad Dahlab" vers Soumaa, jusqu'à la nouvelle ville de

Bouinane, avancent bien, leur taux d'avancement est estimé à 80%.

L'ouvrage d'art prévu dans le cadre de ce projet est également à un stade avancé, selon le constat fait par le wali sur place. M.Ouchen a, également, inspecté le chantier du projet de dédoublement du tronçon de la route nationale RN29, reliant la commune de Soumaa à la nouvelle ville de Bouinane sur une distance de 3 km.

DJELFA

De nouveaux équipements au profit du service d'hémodialyse de l'hôpital d'El Birine

Le service d'hémodialyse de l'hôpital d'El Birine (Nord de Djelfa) a été renforcé par de nouveaux équipements modernes, a-t-on appris, samedi, auprès de cet établissement de santé.

Ces équipements de qualité permettront de généraliser et améliorer les prestations de santé au profit des malades atteints d'insuffisance rénale, notamment au niveau de ce nouveau service qui

entrera en exploitation avant fin septembre courant, a indiqué le directeur de l'hôpital d'El Birine, Laimèche Djilali.

Il a ajouté que l'hôpital avait également bénéficié d'une importante opération de réhabilitation du service des Urgences médico-chirurgicales, dont les travaux seront achevés prochainement.

"Cette opération permettra d'assurer une gestion plus efficiente de cette structure sanitaire dont la

capacité d'accueil est de 60 lits", a-t-il souligné.

Par ailleurs, l'hôpital d'El Birine a signé deux conventions de jumelage récemment avec les hôpitaux universitaires de Blida et de Kouba (Alger).

Selon la même source, plusieurs interventions médicales et chirurgicales dans diverses spécialités sont prévues au profit des malades pris en charge par les services de l'établissement hospitalier d'El Birine.

GUELMA

Installation de pare-feu au niveau de 15 zones forestières pour protéger les lignes électriques

Des pare-feu destinés à protéger les lignes électriques de moyenne tension ont été installés au cours de l'été 2025, au niveau de 15 zones forestières de la wilaya de Guelma, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale de la distribution du groupe Sonelgaz.

La responsable de la cellule d'information à cette direction, Ryma Medhaoui, a déclaré à l'APS que des

tranchées de 5 m de large ont été réalisées de part et d'autre des pylônes, dans des zones dépourvus d'arbres et de végétation.

Précisant que ces tranchées sont réalisées le long de toutes les sections traversées par des lignes électriques de moyenne tension, en forêt, Mme Medhaoui a ajouté que la réalisation de ces pare-feu "s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le groupe Sonelgaz

pour préserver l'environnement, assurer la continuité de l'alimentation de la population en électricité, et protéger les lignes électriques et leurs supports contre les dégâts pouvant être occasionnés par les incendies".

Selon la même source, les zones forestières concernées par la mise en place de ces barrières sont situées dans 5 communes de la wilaya, à savoir Bouhamdane, Bordj Sabath, Oued Fragha,

Bouchegouf et Medjez Sfa.

Mme Medhaoui a également précisé que les superficies où ont été réalisées les pare-feu varient d'un endroit à un autre, selon la longueur des lignes dans chaque zone forestière, détaillant : les superficies vont de 5.000 m2 (zone de Kechrouda, à Bordj Sabath) à 18.250 m2 (zone d'El Khadra, à Bouhamdane).

Les gouvernements mondiaux ne parviennent pas à s’entendre sur un moratoire sur l’exploitation minière en eaux profondes

« L’exploitation des fonds marins n’est pas une nécessité, c’est un choix », a déclaré le président des Palaos. « Et ce choix est irresponsable. »

Par Olivia Rosane (*)

La 30e session de l’Autorité internationale des fonds marins s’est achevée vendredi sans que les gouvernements mondiaux ne parviennent à s’entendre sur un moratoire sur l’exploitation minière en eaux profondes, bien qu’une dynamique favorable se soit mise en place. La réunion de juillet de l’autorité était la première depuis que le président américain Donald Trump a signé un décret visant à accélérer l’octroi de permis pour l’exploitation minière en eaux profondes sous l’autorité des États-Unis et que The Metals Company (TMC) a dans la foulée sollicité des permis américains. Les gouvernements ont sévèrement critiqué les États-Unis et TMC pour leur approche unilatérale et ne se sont pas mis d’accord sur un code minier qui permettrait à la pratique controversée d’aller de l’avant en vertu du droit international. Toutefois, les militants ont déclaré qu’une action plus drastique était nécessaire pour protéger les océans et leur biodiversité. « Les gouvernements ont encore à se montrer à la hauteur de la situation, a déclaré Louisa Casson, chargée de campagne à Greenpeace International, dans un communiqué. Ils restent déconnectés des préoccupations mondiales et du besoin pressant d’un leadership courageux pour protéger les grands fonds marins. » Le navire Arctic Sunrise de Greenpeace International arbore les messages « Stop Deep Sea Mining » (Stop à l’exploitation minière en eaux profondes) et « 3 millions de personnes s’opposent à l’exploitation minière en eaux profondes » alors qu’il se trouve dans les eaux françaises au large de Nice, France, le 8 juin 2025. Maïté Baldi / Greenpeace Casson a poursuivi : « Nous appelons la communauté internationale à se mobiliser et à défendre le multilatéralisme contre des acteurs voyous comme The Metals Company. Les gouvernements doivent réagir en instaurant un moratoire et en réaffirmant que l’autorité sur les fonds marins internationaux appartient collectivement à tous les États, et ce, dans l’intérêt de l’humanité tout entière. »

Défendre le multilatéralisme

L’Autorité internationale des fonds marins (AIFM) exerce son autorité en matière de réglementation de l’exploitation minière en eaux profondes en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, dont les États-Unis ne sont pas signataires. La TMC pourrait toutefois subir des conséquences pour avoir contourné le processus international, car d’autres pays et entreprises pourraient décider de ne plus entretenir de relations commerciales avec elle. Lors de la dernière session, le conseil de l’ISA a décidé de ne pas révoquer les permis d’exploration qu’il avait précédemment accordés à TMC et à ses filiales. Toutefois,

il a approuvé lundi l’ouverture d’une enquête visant à déterminer si les entrepreneurs miniers tels que les filiales de TMC, Nauru Ocean Resources Inc. et Tonga Offshore Mining Limited, respectaient leurs obligations en vertu du droit international. « TMC a testé les limites de ce qu’il lui était possible de faire, un peu comme un enfant qui voit jusqu’où il peut aller lorsqu’il se conduit mal », a déclaré Matthew Gianni, cofondateur de la Deep Sea Conservation Coalition (DSCC), au New York Times. « Les pays membres de l’ISA ont de fait tiré un coup de semonce, avertissant TMC que son comportement de voyou pourrait lui coûter ses droits de prospection dans le cadre de l’ISA », a expliqué Gianna, ajoutant que l’enquête servait aussi à prévenir les autres entreprises qui pourraient envisager de suivre l’exemple de TMC. Casson a acquiescé : « Le message de la communauté internationale à l’adresse de The Metals Company est clair : violer le droit international, faire fi du consensus scientifique et mépriser le droits humains auront des conséquences. Il s’agit également d’un avertissement pour les entreprises ou les gouvernements qui choisissent de s’aligner sur le modèle entrepreneurial de Gerard Barron [PDG de TMC] : Ils doivent être prêts à supporter les conséquences en termes de réputation s’ils tentent de détruire l’océan. » Dans le même temps, un représentant américain s’est exprimé jeudi, confirmant le rejet du processus international par Trump et s’attirant immédiatement les foudres du Brésil, de la France et de la Chine. « Dans la mesure où les États-Unis ne sont pas signataires de la Convention sur le droit de la mer, ils ne sont pas liés par les règles de la Convention relatives à l’exploitation minière des fonds marins établies par l’Autorité internationale des fonds marins », indique notamment le communiqué des États-Unis. Cette déclaration intervient quelques jours après la publication par Greenpeace d’un rapport intitulé Deep Deception : How the Deep-Sea Mining Industry is Manipulating Geopolitics to Profit from Ocean Destruction (Tromperie en profondeur : comment l’industrie minière sous-marine manipule la géopolitique pour tirer profit de la destruction des océans), qui explique comment TMC et d’autres sociétés d’exploitation minière en eaux profondes exploitent les problèmes de sécurité nationale pour faire pression sur les législateurs américains afin d’accélérer l’exploitation minière en eaux profondes. « La déclaration des États-Unis confirme ce que Deep Deception a déjà révélé : La poursuite de l’exploitation minière en eaux profondes par l’administration Trump n’a rien à voir avec une gouvernance responsable de la planète ; mais vise plutôt à la contourner », a déclaré Arlo Hemphill, chef de projet de Greenpeace USA pour la campagne Stop Deep-Sea Mining, dans un communiqué. « En rejetant l’autorité de l’ISA tout en se targuant d’une responsabilité environnementale, les États-Unis tentent de jouer sur les deux tableaux et, ce

faisant, de faire avancer un programme de pillage qui met gravement en péril la santé des océans et la coopération internationale. »

Une montée de la résistance

Au final, les défenseurs des océans s’accordent à dire que la seule façon de protéger les grands fonds marins est de faire accepter par les gouvernements une pause préventive à une pratique qui, selon eux, causerait des dommages irréparables à des écosystèmes que la science connaît à peine. Le consensus en faveur d’une telle pause va croissant, la Croatie devenant le 38e pays à soutenir une telle pause lors de la dernière réunion de l’ISA. « L’ISA est paralysée par un petit groupe qui s’accroche à des programmes d’extraction dépassés tout en bloquant les réformes les plus élémentaires », a déclaré Simon Holmström, responsable de la politique d’exploitation minière en eaux profondes pour Seas at Risk, dans un communiqué. « Le rejet ferme de la prise de pouvoir des États-Unis et de The Metals Company, ainsi que les appels de 38 pays en faveur d’un moratoire ou d’une pause de précaution, témoignent d’une résistance croissante à l’idée de sacrifier l’écosystème le moins bien compris de la planète au profit des profits à court terme des entreprises. » Plusieurs nations se sont exprimées avec force en faveur d’un moratoire, notamment Palau, le Panama et la France. « L’exploitation des fonds marins n’est pas une nécessité, c’est un choix », a déclaré mardi Son Excellence Surangel S. Whippa Jr, président de la République des Palaos. « Et c’est irresponsable. C’est jouer avec l’avenir des enfants des îles du Pacifique, qui hériteront des conséquences désastreuses de décisions prises loin de leurs côtes. » Un dirigeant des îles Salomon a également défendu les intérêts des communautés de l’océan Pacifique : « En tant que peuples du Pacifique, nous continuons à porter le traumatisme de ce que les industries extractives ont déjà infligé à nos maisons. Les compagnies minières qui sont venues avec des promesses ont dépouillé nos terres et nos eaux et ont laissé derrière elles des cicatrices écologiques, culturelles et spirituelles. Nous ne pouvons pas laisser ce cycle se répéter dans l’océan qui est notre lien. Qui nous nourrit. Et qui nous définit. » Olivier Poivre d’Arvor, de la France, a appelé à une pause de 10 à 15 ans : « Notre message est clair : pas d’exploitation minière en eaux profondes sans science, sans légitimité collective, sans équité [...] La France appelle à un moratoire ou à une pause de précaution. Pourquoi ? Parce que nous refusons d’hypothéquer l’avenir pour quelques nodules extraits à la hâte, au profit de quelques-uns. » [Les nodules, ce sont ces petits galets pleins de métaux ultra prisés comme le nickel, le cobalt, ou le cuivre, qui servent à fabriquer, entre autres, les batteries qu’on retrouve dans les téléphones et les voitures électriques, NdT]. Toutefois, les militants ont fait valoir que de nombreux gouvernements continuaient

à ne pas respecter les engagements qu’ils avaient pris lors de la conférence des Nations unies sur les océans (UNOC), qui s’est tenue à Nice au début du mois de juin. « Trente-huit États se sont joints à l’appel en faveur d’un moratoire ou d’une pause de précaution, la Croatie ayant rejoint la coalition au cours de cette assemblée », a déclaré Sofia Tsenikli, directrice de campagne du DSCC. « Mais trop d’autres États, qui ont fait des promesses audacieuses en matière d’océans à l’UNOC, ne les mettent pas en œuvre à l’ISA. Les gouvernements doivent tenir leurs promesses en faisant ce qu’il faut pour mettre en œuvre un moratoire avant qu’il ne soit trop tard. » Farah Obaidullah, fondatrice et directrice de The Ocean and Us, a fait valoir que l’océan est déjà confronté à trop d’autres menaces pour y ajouter le fardeau supplémentaire de l’exploitation minière en eaux profondes. « La santé de la haute mer, y compris le plancher océanique, est essentielle à la nôtre. Pourtant, notre patrimoine commun est confronté à une avalanche de menaces liées à l’effondrement du climat et de la nature, à l’escalade des tensions et à l’échec des dirigeants, a déclaré Obaidullah. Envisager une nouvelle forme d’écocide à l’encontre de notre planète déjà mal en point est à la fois irresponsable et irrationnel. Nous savons que l’exploitation minière en eaux profondes aura un effet dévastateur sur la vie dans les grands fonds, anéantira des espèces avant même qu’elles aient été découvertes et aura un impact sur les fonctions océaniques, notamment sur la séquestration du carbone. En ce qui concerne les océans, nous n’avons pas de temps à perdre. Nous ne pouvons pas coloniser et conquérir notre patrimoine commun, il nous appartient à tous. Il n’y a qu’une seule façon responsable d’avancer, et c’est d’obtenir un moratoire sur l’exploitation minière en eaux profondes. » Gianni, du DSCC, a également plaidé en faveur d’une pause : « Rester sur la touche ou garder le silence n’est pas une position politiquement défendable. Nous courons le risque de graves destructions écologiques et les générations futures nous demanderont ce que nous avons fait pour les empêcher. Il est encore possible d’arrêter cette industrie avant qu’elle ne commence, mais seulement si les gouvernements défendent dès maintenant la science, l’équité et le principe de précaution, s’ils prennent des mesures pour empêcher les entreprises relevant de leur juridiction de coopérer avec des exploitations minières déloyales. » Hemphill, de Greenpeace, a conclu : « Les gouvernements doivent garantir un moratoire qui ne laisse aucune marge de manœuvre à une industrie qui ne souhaite qu’une chose, imposer un code minier. La science n’est pas prête. Le cadre juridique n’est pas en place. Le monde ne doit pas être entraîné dans une erreur irréversible pour le bénéfice de quelques-uns. »

(*) Rédactrice d’opinion et collaboratrice de Common Dreams

Source : Truthout, 26-07-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE

1000 enseignants vont
bénéficier du fonds
d'appui aux logements
chaque année

Des membres du gouvernement, ont commenté, les résultats du conseil des ministres, qui s'est déroulé plus tôt dans la matinée. Il s'agit des ministres de la Culture, des Arts, de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Houssein Ould Meddou, chargé du Secrétariat général du gouvernement, M. Moctar Al Housseinou Lam, de l'Éducation et de la Réforme du Système d'Enseignement, Mme Houda Mint Babah. Intervenant le premier, le porte-parole du gouvernement a indiqué que le conseil a examiné et adopté plusieurs projets de décrets et des communications, dont ceux relatifs à l'approbation et déclaration d'utilité publique de plans de lotissements de plusieurs regroupements de localités dans la moughataa de Barkéol, à la création d'un fonds d'appui au logement des enseignants, à la création et au fonctionnement des Musées ainsi qu'une communication revenant sur l'évolution du portefeuille des grands marchés entre juillet et août 2025. Il a ensuite invité ses homologues ministres, chacun en ce qui le concerne, à apporter davantage de précisions. A son tour, le ministre chargé du Secrétaire Général du gouvernement, a fait l'économie de l'exécution des grands projets du 1er juillet au 31 août 2025. Il a annoncé que le niveau d'exécution des projets a atteint 58,4%, soit une hausse de 6,12% durant la période. Il s'agit, selon lui, d'une évolution qui s'inscrit sur la durée, malgré l'impact négatif que la pluie a eu sur certains travaux. Selon le ministre, le portefeuille actuel comprend 112 projets avec un budget de 48,1 milliards d'ouguiyas (MRU), répartis sur 13 départements ministériels. Il a mis en avant les efforts déployés par l'État pour surmonter les obstacles, d'où les résultats significatifs obtenus. C'est le cas des projets liés à la construction des routes ou encore les aménagements agricoles. A cela, poursuit-il, s'ajoute une dynamique permettant le lancement de nouveaux projets. Par ailleurs, le ministre a déclaré que le niveau d'exécution du programme prioritaire de développement de la ville de Nouakchott, avait atteint 50 % à la fin du mois d'août, avec une évolution notable au cours des mois de juillet et août, atteignant respectivement 8,9 et 7,3 soit 16,2 points.

EGYPTE

Helios veut racheter jusqu'à 80 %
du data center de Telecom Egypt

L'accélération de la transformation numérique en Afrique augmente la demande des entreprises pour les services de stockage et de traitement de gros volumes de données. Des acteurs locaux et étrangers de l'industrie du capital-investissement multiplient les investissements dans les centres de données pour répondre à ces besoins et se positionner sur un secteur à fort potentiel.

La firme britannique de capital-investissement, Helios Investment Partners, a annoncé dans un communiqué publié le lundi 8 septembre 2025, l'approbation préliminaire par le conseil d'administration de Telecom Egypt de son offre d'achat ferme d'une participation comprise entre 75% et 80% du centre de données régional de l'opérateur historique des télécommunications en Egypte. L'offre valorise Telecom Egypt Regional Data Hub (RDH), sur une base sans dette et sans trésorerie, à environ 230 millions de dollars. Cette valorisation pourrait atteindre 260 millions de dollars, sous réserve de la réalisation de certains indicateurs clés de performance. La finalisation de la transaction reste soumise à l'exécution des termes et condi-

tions des accords définitifs, à la finalisation de la restructuration de RDH au sein d'une filiale de Telecom Egypt et à la satisfaction d'un certain nombre de conditions préalables à la transaction. RDH est un campus de centres de données en plusieurs phases situé au Caire. La première phase a été lancée en 2021 et fournit environ 2,5 mégawatts (MW) de charge informatique (consommation d'énergie des équipements informatiques dédiés aux services, tels que les serveurs, le stockage et les réseaux). Cette phase a atteint sa pleine utilisation en moins d'un an. La deuxième phase est conçue pour une capacité totale d'environ 4,6 MW. La transaction devrait être réalisée par l'intermédiaire de Helios Investors V, un fonds de la firme de capital-investissement axée sur l'Afrique qui cible une taille

finale de 750 millions de dollars. Ce fonds cible essentiellement les secteurs des infrastructures numériques (centres de données, réseaux de fibre-optique, tours télécoms, etc.), des technologies financières (sociétés de paiement, néobanques, logiciel de gestion financière, etc.) et des biens et services de consommation courante (aliments et boissons, éducation, soins de santé). En 2022, Helios Investment Partners avait pris des participations majoritaires dans les sociétés de centres de données Maroc Datacenter (MDC) et IxAfrica Data Centre (Kenya) pour tirer profit de l'accroissement des besoins des entreprises locales et étrangères en services de stockage et de traitement de gros volumes de données dans un contexte d'accélération de la transformation numérique sur le continent.

SOMMET SUR L'INVESTISSEMENT TOURISTIQUE EN AFRIQUE DU SUD

L'Arabie Saoudite participe à la réunion des ministres
du Tourisme du G20

Le Royaume d'Arabie Saoudite, représenté par le ministère du Tourisme, a participé à la réunion des ministres du Tourisme du G20 et au Sommet sur l'investissement touristique, organisés pour la première fois en Afrique du Sud, respectivement à Mpumalanga et au Cap. Lors de cette participation, le Royaume a réitéré son engagement indéfectible en faveur d'un tourisme durable et inclusif, affirmant ainsi son leadership mondial dans le secteur.

Le Royaume était représenté à la réunion par Son Altesse la Princesse Haifa bint Mohammed, vice-Ministre du Tourisme, qui a souligné le rôle essentiel du Royaume dans l'avenir du tourisme. Dans son discours aux délégations du G20, Son Altesse la vice-Ministre du Tourisme a insisté sur l'importance de la coopération et de l'échange d'idées pour placer la durabilité au cœur des efforts de développement touristique. Elle a déclaré : « Le Royaume d'Arabie

Saoudite partage l'engagement du G20 à stimuler la croissance du tourisme, et la leçon tirée des modèles sud-africain et saoudien est claire : une transformation durable se produit lorsque nous partageons des idées et travaillons ensemble. C'est pourquoi nous avons lancé le Forum TORIES, la première plateforme mondiale pour l'action et la collaboration durables, obtenant un impact réel et tangible. Nous invitons le monde à nous rejoindre en novembre

prochain pour façonner l'avenir du tourisme par la collaboration et l'action commune. » Son Altesse a ajouté : « Le tourisme a le pouvoir de changer des vies, de transformer les économies et de rassembler le monde. À travers la Vision saoudienne 2030, nous démontrons que le tourisme est non seulement un moteur de prospérité économique, mais aussi un catalyseur de progrès social global, qui ne peut être atteint que par notre action collective et nos initiatives audacieuses. »

TUNISIE

Bizerte repense son avenir portuaire et territorial

Les autorités locales envisagent la construction d'un port classé parmi les plus avancés, inscrits dans le cadre du prochain plan de développement régional. Cette initiative s'accompagne d'un engagement ferme pour régler les questions foncières restées en suspens, afin d'assurer une mise en œuvre efficace et durable. Le projet de port pour Bizerte dépasse les modèles actuels. Il s'agit d'une infrastructure conçue selon les normes des ports dits de troisième ou quatrième génération, intégrant des technologies innovantes et des capacités accumulées. L'objectif est de renforcer la position de la ville dans les flux maritimes médi-

terranéens tout en stimulant les échanges économiques et industriels. Ce choix témoigne du souhait de faire de Bizerte une plateforme logistique compétitive, apte à répondre aux exigences croissantes du commerce international.

Débloquer le foncier
pour avancer sans heurter

Parallèlement à la planification de ce port modernisé, la région se concentre sur la résolution des blocages liés aux conflits fonciers. Ces blocages de réalisation freinent souvent la des grands projets d'aménagement et entravent la dynamique territoriale.

Les autorités régionales manifestent une volonté claire de clarifier la situation des terres concernées pour permettre une progression fluide du chantier portuaire. Une concertation accrue avec les parties impliquera et un suivi rigoureux sera nécessaire pour garantir la cohérence des interventions. La refonte de l'espace portuaire s'inscrit dans une stratégie plus large visant à redéfinir les axes de développement de Bizerte. Ce plan aspire à conjuguer infrastructures modernes et gestion optimisée du territoire, afin de renforcer l'attractivité économique tout en répondant aux besoins des habitants. L'adaptation aux exigences environne-

mentales, la valorisation des ressources locales et la création d'emplois locaux font partie des préoccupations au cœur des réflexions. C'est un modèle d'évolution harmonieuse que les responsables cherchent à bâtir. Cet effort ambitieux traduit l'aspiration d'une région à se renouveler et à se positionner solidement dans l'économie nationale et internationale. L'appui des institutions centrales, conjugué à une dynamique locale intense, pourrait ouvrir la voie à une transformation profonde et durable. Bizerte, par cette démarche, s'affirme comme un acteur déterminé à conjuguer modernité portuaire et aménagement territorial réfléchi.

MALI

Bamako projette de créer une société nationale de réassurance

La future société devra réduire la dépendance aux réassureurs étrangers et mobiliser davantage d'épargne locale.

Le Mali envisage de créer une société nationale de réassurance. Alousséni Sanou (photo), le ministre de l'Économie et des finances, a présenté ce projet en Conseil des ministres, le mercredi 10 septembre 2025. Selon lui, le marché des assurances au Mali connaît une croissance continue, aussi bien en volume de primes émises qu'en diversification de produits. Toutefois, une grande partie des primes collectées est transférée à l'étranger, faute de structure nationale pouvant assumer le rôle de réassureur. « La création de cette société permettra, entre autres, de : renforcer la souveraineté financière en réduisant la dépendance vis-à-vis des réassureurs étrangers ; conserver une partie des primes cédées à l'étranger ; gérer au mieux les risques complexes industriels, miniers, agricoles ou de catastrophes naturelles ; contribuer au développement économique du pays à travers les place-

ments dans le système bancaire, les bons et obligations du Trésor et autres canaux de placements ; renforcer la professionnalisation des assureurs locaux à travers la création d'emplois spécialisés et le développement des compétences techniques en gestion des risques », indique le compte rendu du Conseil des ministres. Le secteur des assurances malien affiche une dynamique positive. Selon le rapport 2023 de la compagnie commune de réassurance des Etats membres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurance (CICA-Re), les primes émises dans la branche non-vie ont atteint 3630 millions de francs CFA (6,5 millions \$) en 2023 contre 2180 millions en 2022, en hausse de 66 %. Dans la branche vie, les primes se sont établies à 261 millions de francs CFA en 2023 contre 303 millions en 2022. Cette évolution traduit un repli du segment vie, mais une forte progression de la branche

non-vie, notamment portée par l'assurance automobile et les assurances liées aux entreprises. Selon un article publié par Finactu en fin 2023, la densité du marché de l'assurance au Mali est passée de 2448 francs CFA de primes par habitant en 2016 à 3175 francs CFA en 2021, en progression de 30% en cinq ans. Le taux de pénétration du secteur est passé de 0,49 % à 0,60 % du PIB sur la même période. Cette croissance est bien supérieure à celle du PIB par habitant, qui n'a augmenté que de 6 % en cinq ans. Malgré cette progression, le Mali reste en retard par rapport à la moyenne de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), où le taux de pénétration de l'assurance avoisine 1%. La création d'une société nationale de réassurance devrait donc constituer un levier supplémentaire pour accélérer la structuration et la contribution du secteur à l'économie nationale.

GHANA

La GSMA chiffre à 3,4 milliards USD le potentiel numérique d'ici 2029

La transformation numérique s'impose comme un levier majeur de croissance pour le Ghana, avec la promesse d'accroître la valeur ajoutée dans plusieurs secteurs clés. Le pays cherche désormais à consolider ses acquis pour en tirer pleinement parti au cours des quatre prochaines années. Le Ghana pourrait générer plus de 40 milliards GHS (3,4 milliards USD) et près de 500 000 emplois d'ici 2029 grâce à la numérisation de son économie, selon le rapport « Driven Digital Transformation of the Economy in Ghana » présenté le 3 septembre à Accra par la GSMA.

Le document identifie cinq secteurs stratégiques – agriculture, industrie, commerce, transports et administration publique – comme leviers essentiels pour stimuler la croissance et accroître les recettes fiscales. L'agriculture apparaît comme le secteur le plus porteur, avec un potentiel estimé à 10,5 milliards GHS et 190 000 emplois grâce à l'agriculture de précision et aux services mobiles de vulgarisation. L'industrie présente également un fort potentiel : l'adoption du cloud, de l'intelligence artificielle et de l'automatisation pourrait générer 15 milliards GHS, créer 110 000 emplois et

rapporter 2,6 milliards GHS de recettes fiscales supplémentaires. La modernisation de l'administration, notamment dans le recouvrement fiscal, pourrait augmenter les recettes de 5,8 milliards GHS, en limitant les pertes fiscales et en améliorant l'efficacité des services publics. Le commerce électronique et les plateformes numériques devraient contribuer à hauteur de 5,1 milliards GHS et 60 000 emplois, tandis que la numérisation des transports et de la logistique offrirait un apport de 4,3 milliards GHS et 80 000 postes. Cette dynamique s'inscrit dans

un effort plus large déjà amorcé par les autorités. Le Ghana a lancé cette année le programme RESET, un cadre national visant à créer une « économie numériquement inclusive et fondée sur les données ». Parmi les mesures concrètes : l'abrogation de la taxe sur les transferts électroniques, le lancement du programme One Million Coders pour former de jeunes développeurs, et l'élaboration d'une stratégie numérique globale. Une stratégie nationale d'intelligence artificielle est annoncée pour les prochains jours.

NIGERIA

Wema Bank dépasse le seuil de recapitalisation avec 100 millions \$ levés

Au Nigeria, la Banque centrale exige des banques nationales qu'elles relèvent leur capital minimum à 200 milliards de nairas d'ici mars 2026, afin de renforcer leur solidité et de mieux soutenir la croissance économique du pays. Wema Bank, l'une des plus anciennes institutions financières du Nigeria, a annoncé le jeudi 11 septembre 2025, avoir finalisé avec succès une levée de fonds de 150 milliards de nairas (environ 100 millions de dollars). Cette opération, réalisée sous forme d'émission de droits ouverte du 14 avril au 21 mai 2025, permet à la banque de porter son capital à 214,7 milliards de nairas, dépassant ainsi le seuil réglementaire de 200 milliards de nairas fixé par la Banque centrale du Nigeria. « En tant que banque axée sur la croissance, l'exigence de recapitalisation du secteur était une mission bienvenue, et nous l'avons entreprise en toute confiance », a déclaré Moruf Oseni, directeur général de Wema Bank. Et d'ajouter : « notre succès à dépasser le seuil de 200 milliards nairas avant l'échéance de 2026 renforce non seulement notre solide situation financière en tant que banque, mais témoigne également de la confiance mutuelle qui existe entre Wema Bank et ses actionnaires ». En complément à cette émission de droit, Wema Bank affirme avoir conclu un placement privé additionnel de 50 milliards de nairas, actuellement en attente d'approbation réglementaire. Grâce à ce renforcement de capital, la banque dispose désormais de plus de ressources pour absorber les chocs économiques, financer les grandes entreprises, les PME et les projets d'infrastructures, tout en consolidant sa stratégie de croissance.

SÉNÉGAL

Le kenyan KickStart se lance sur le marché des équipements d'irrigation

Au Sénégal, comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, l'agriculture est encore majoritairement pluviale. Face aux défis de la sécurité et de la souveraineté alimentaire, le gouvernement promeut le recours à l'irrigation, ce qui laisse entrevoir le développement d'un marché pour les opérateurs du secteur. Le fabricant kenyan d'équipements d'irrigation agricole à bas coût KickStart vient de lancer ses activités au Sénégal. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le mardi 9 septembre par le ministère sénégalais de l'Agriculture.

Pour cette première aventure dans le pays d'Afrique de l'Ouest, l'entreprise s'est associée à Nafiyo Solutions, son partenaire local. KickStart conçoit et diffuse des pompes manuelles innovantes, spécialement adaptées aux petits producteurs et à l'agriculture familiale. « Ce partenariat marque une étape importante dans la mise en œuvre de solutions concrètes et accessibles pour accompagner les producteurs sénégalais dans leur quête de performance et de durabilité », peut-on lire dans le communiqué. L'enjeu est d'autant plus stratégique

quand on sait qu'une minorité des ménages agricoles se consacre aux cultures irriguées. Les données recueillies par la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des Statistiques Agricoles (Dapsa) révèlent, par exemple, que la pratique de l'irrigation n'a concerné que 9 % des ménages agricoles durant la campagne de 2022/2023. La perspective d'un accès à faible coût aux équipements d'irrigation pourrait contribuer à changer la donne. En outre, le Sénégal s'est engagé avec cinq autres pays du Sahel, en avril dernier, à intensifier l'aménagement hydroagri-

cole et la maîtrise de l'eau dans le secteur agricole d'ici 2035, dans le cadre de la nouvelle Déclaration de Dakar sur l'irrigation. Un engagement qui devrait permettre de renforcer le recours aux équipements d'irrigation sur la période considérée. Pour KickStart, il s'agit surtout d'une opportunité pour se positionner sur un marché où la demande en équipements agricoles est appelée à croître au cours des prochaines années et d'étendre sa présence en Afrique. Fondée en 1991, l'entreprise est présente dans 17 pays, dont 4 en Afrique de l'Ouest.

TOURNÉE VERS LA RÉUNION DE LA RÉSERVE FÉDÉRALE (FED)
Wall Street conclut en ordre dispersé

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé vendredi, tournée vers la réunion de la Réserve fédérale (Fed) la semaine prochaine, qui devrait aboutir à une baisse de taux pour la première fois de l'année.

Le Dow Jones a perdu 0,59%, l'indice Nasdaq a pris 0,44% et l'indice élargi S&P 500 a clôturé non loin de l'équilibre (-0,05%). "Il n'y a pas eu de donnée économique aujourd'hui et nous sommes en pleine période de silence de la Fed, donc sans commentaire susceptible d'influencer le marché", commente auprès de l'AFP Christopher Low, de FHN Financial. Certes, les investisseurs ont accueilli en début de séance un indice de confiance des consommateurs inférieur aux attentes. Mais "cela correspond à ce que nous avons observé dans d'autres enquêtes et dans les mesures de l'activité économique: le marché de l'emploi est très faible", estime M. Low. C'est précisément ce constat qui devrait pousser la banque centrale américaine à assouplir sa politique monétaire afin de donner un coup de fouet à l'économie. Le comité de politique monétaire (FOMC) se réunira à partir de mardi, et rendra sa décision quant à l'évolution des taux le lendemain. Les analystes sont unanimes: les taux directeurs de la Fed devraient diminuer

d'un quart de point de pourcentage la semaine prochaine, la première baisse depuis décembre 2024. Wall Street a "intégré la baisse de taux", assure Christopher Low. Mais la place américaine "ne sait pas quel type d'orientation nous allons obtenir". A l'issue de la réunion mercredi, "nous aurons de nouvelles prévisions économiques de la Fed" ce qui permettra aux investisseurs "d'évaluer le nombre de baisses qu'elle envisage à l'avenir", anticipe l'analyste. Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à échéance 10 ans se tendait à 4,06% vers 20H25 GMT contre 4,02% la veille en clôture. A la cote, Microsoft (+1,77% à 509,90 dollars) a gagné du terrain, profitant de l'accord préliminaire avec OpenAI, à l'origine de ChatGPT. Microsoft est à la fois un actionnaire minoritaire et un partenaire commercial privilégié d'OpenAI dans lequel il a investi environ 13 milliards de dollars. Le fabricant de semi-conducteurs Micron a atteint un plus haut historique, à 157,23 dollars (+4,42%), après que les

analystes de Citi ont relevé leurs anticipations sur le prix du titre de l'entreprise. Le groupe de médias Warner Bros Discovery a connu une deuxième journée d'envolée (+16,70% à 18,87 dollars) après des informations de presse publiées la veille assurant que son concurrent Paramount Skydance pourrait le racheter, et former ainsi un mastodonte du divertissement. La plateforme Gemini, spécialisée dans les cryptomonnaies, a connu une belle progression pour sa première journée à Wall Street.

Fondée en 2014 par les frères jumeaux Cameron et Tyler Winklevoss, rendus célèbres par le film "The Social Network" sur la naissance de Facebook, l'entreprise avait fixé le prix de son action à 28 dollars pour son introduction en Bourse. Elle a finalement clôturé à 32,00 dollars vendredi. L'exploitant de parcs d'attractions Six Flags Entertainment (+7,77% à 23,45 dollars) profitait de l'annonce d'une fréquentation en hausse pour la période estivale et d'une forte demande pour les vacances à venir, notamment autour d'Halloween et Noël.

TRÈS PRUDENTE
L'Europe termine la semaine autour de l'équilibre

Les principaux indices du Vieux Continent ont terminé proches de l'équilibre. À Londres, le FTSE a perdu 0,11 %, à 9 287 points mais s'est offert un nouveau record historique en séance. De son côté, le CAC 40 a grappillé 0,02 %, à 7 825,24 points. Il a enchaîné une cinquième séance consécutive de hausse, une séquence inédite sur une semaine calendaire depuis la mi-février 2025, qui lui a permis de progresser de 1,96 %. À New York, les indices sont plus prudents après leur record de la veille et à 17h45, le Dow Jones cède 0,42 % alors que le Nasdaq Composite avance de 0,34 %.

La tendance de fonds sur les places boursières mondiales a été principalement soutenue par la perspective de voir la Réserve fédérale américaine baisser ses taux directeurs lors de sa réunion programmée en milieu de semaine prochaine. Selon le FedWatch Tool de CME Group, une diminution des taux de 25 points de base est attendue à 92,5 %, tandis que le solde est plus ambitieux et table sur une baisse de 50 points

de base. Quoiqu'il en soit, selon cet outil, la probabilité d'assister à un statu quo de la part de la Fed est nulle. La probabilité de voir la Fed baisser ses taux a été renforcée ces derniers jours par des indicateurs décevants sur l'emploi. Ce vendredi, les investisseurs ont pris connaissance des données préliminaires du mois de septembre de l'indice de confiance des consommateurs calculé par l'Université du Michigan. Ce dernier a reculé de 58,2 en août, à 55,4 en septembre, alors que les analystes espéraient une stabilité. Une déception qui confirme l'hypothèse d'une dégradation de l'économie outre-Atlantique.

Enfin, au niveau des valeurs, Edenred et Pluxee ont subi de lourds dégagements avec des informations émanant du média Les Échos selon lesquelles la version du budget laissée sur le bureau du nouveau Premier ministre Sébastien Lecornu par son prédécesseur comporterait un nouveau prélèvement de 8% sur les avantages aux salariés (titres-restaurants, chèques vacances...).

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Septembre 2025

Valeur : 15 Septembre 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.6473	129.6623
1	EUR	EURO		151.5577	151.6012
1	GBP	POUND STERLING		175.1991	175.2667
100	JPY	JAPANESE YEN		87.6943	87.7282
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1994	18.2036
1	CHF	SWISS FRANC		162.1199	162.2198
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		93.3857	93.4166
1	DKK	DANISH KRONE		20.3021	20.3076
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8457	13.8601
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0457	13.0633
1	AED	UAE DIRHAM		35.2964	35.3101
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.5551	34.5609
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.2385	424.4265
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2682	44.7132
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3668	14.3684
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9193	24.0418
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.2469	3.2570
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7014	177.7014

BOURSE

Zara (Inditex), Adidas... 3 actions à fort potentiel selon Auris Gestion

En Bourse, de nombreuses actions disposent d'un fort potentiel de hausse, au-delà des incertitudes entourant le CAC 40 et les marchés actions mondiaux. Auris Gestion livre son analyse sur 3 valeurs jugées dignes d'intérêt pour un investisseur en actions : Adidas, Inditex (marque Zara) et Prysmian.

Rois de douane de Donald Trump, surendettement des Etats, incertitudes sur l'inflation et la croissance économique des Etats-Unis, tensions sur les taux à long terme, changement de gouvernement en France... La Bourse (CAC 40, Nasdaq...) fait face à un regain d'incertitudes politiques, géopolitiques, économiques et financières. Affrontant de nombreux vents contraires, les sociétés co-

tées en Bourse «continuent toutefois de créer de la valeur et de surprendre positivement», relève Nicolas Domont, associé gérant chez Optigestion.

Les résultats publiés par les sociétés cotées en Bourse au titre du deuxième trimestre ont confirmé que nombre d'entreprises avaient dépassé les attentes des analystes financiers, «en dépit des tensions réglementaires et des incertitudes économiques», souligne la société de gestion. La force des sociétés cotées en Bourse réside dans la souplesse de leur gestion, dans leur capacité à ajuster rapidement leur organisation et à maintenir un fonctionnement opérationnel efficace, en dépit de l'instabilité de l'environnement politique. Là où les décisions poli-

tiques «peinent à se concrétiser, les sociétés cotées en Bourse répondent par l'innovation et la discipline», salue Optigestion. De son côté, Auris Gestion a identifié trois actions en Bourse dignes d'intérêt et disposant d'un fort potentiel d'appréciation à moyen terme.

Tour d'horizon.

En Bourse, la valorisation des actions Adidas est retombée à un plancher, il y a du potentiel Malgré l'impact défavorable de la dépréciation du dollar et des droits de douane de Donald Trump à venir, Adidas a confirmé ses perspectives annuelles grâce à des ventes toujours dynamiques au deuxième trimestre (+12% en organique), portées par l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et les marchés d'Asie émergente. Cette

tendance «devrait se prolonger en 2026, soutenue par la vigueur des segments Performance (basketball, running...), Lifestyle, ainsi que par le Football avec la Coupe du Monde aux Etats-Unis», se réjouit Joffrey Ouafqa, directeur des gestions d'Auris Gestion.

La marque parvient en outre à améliorer sa marge brute, malgré la pression promotionnelle de Nike. Après la récente correction en Bourse liée aux inquiétudes sur la consommation américaine et l'impact des tarifs douaniers, la valorisation des actions Adidas redevient attrayante, selon Auris Gestion. La société se paie en Bourse 16 fois les bénéfices 2026 (un multiple plancher depuis la période Covid), «alors même que le consensus des analystes finan-

ciers anticipe une croissance des résultats de plus de 40% en 2026 et proche de 20% en 2027», fait valoir Joffrey Ouafqa.

Depuis la dernière publication de comptes trimestriels d'Inditex (marque Zara), l'action du géant espagnol du prêt à porter a cédé 14% sur fond d'inquiétudes concernant le rythme de croissance des ventes. Le deuxième trimestre «devrait toutefois rassurer, avec une accélération proche de +6%, une performance solide dans un contexte de confiance consommateur dégradée. L'exposition limitée aux Etats-Unis (environ 8% du chiffre d'affaires) réduit par ailleurs l'impact potentiel des nouveaux droits de douane», rassure Joffrey Ouafqa.

FACE À LA CONCURRENCE ACCRUE ET AUX DÉFIS PERSISTANTS LIÉS À L'EXPORTATION

La Chine a dévoilé un plan stratégique visant à “stabiliser” les ventes automobiles

Face à un ralentissement de la croissance des ventes, la Chine va lancer un plan de stabilisation du secteur automobile, qui subit les effets de la concurrence et des difficultés à l'exportation.

Objectif consolidation. La Chine a dévoilé samedi un plan pour "stabiliser" la croissance de son secteur automobile dans les deux prochaines années, sur fond de guerre des prix féroce entre les constructeurs et de difficultés à l'export. Le plan prévoit un ralentissement de la croissance des ventes totales de véhicules dès 2025, avec un objectif de +3% par rapport à l'an passé pour un total d'environ 32,3 millions de véhicules vendus. Il s'agit d'une baisse par rapport à la croissance de 4,5% enregistrée entre 2023 et 2024 par l'Association chinoise des constructeurs automobiles (CAAM). La croissance doit néanmoins rester

marquée sur le segment des véhicules à énergies nouvelles, pour lesquels les ventes sont attendues à 15,5 millions d'unités en 2025, soit une progression de près de 20% par rapport à 2024. Le plan, annoncé par huit agences gouvernementales pour 2025 et 2026, entend notamment "renforcer les enquêtes sur les coûts et la surveillance des prix", mais aussi encourager l'innovation et soutenir la demande domestique, selon l'agence étatique Chine nouvelle, qui n'en détaille pas le contenu. L'État-parti chinois a investi massivement ces dernières années pour soutenir le développement et la production de son industrie nationale de véhicules

électriques. Mais une guerre des prix a conduit de nombreuses entreprises naissantes à la faillite, les grands constructeurs ayant inondé le marché de véhicules à bas prix, assortis de programmes de reprise alléchants. Lors d'une réunion en juillet, les hauts responsables chinois avaient appelé à freiner "la concurrence irrationnelle" et encourager un développement "plus sain" du secteur. Les constructeurs automobiles chinois font aussi face à des défis à l'export, notamment vers l'Union européenne, qui a lancé en 2023 une enquête pour concurrence déloyale.

ETATS UNIS

La Réserve fédérale envisage de baisser ses taux

La Réserve fédérale américaine (Fed) est sur le point de baisser ses taux d'intérêt, une décision fortement souhaitée par Donald Trump pour stimuler la croissance économique. Le président américain espère ainsi voir les coûts d'emprunt diminuer et l'économie américaine prendre un nouvel élan. La Fed devrait annoncer une baisse de ses taux directeurs mercredi, ce qui constituerait la première réduction de 2025.

Les taux sont actuellement compris entre 4,25% et 4,50%, un niveau qui déplaît à Donald Trump depuis son retour à la Maison Blanche en janvier. Trump minimise les risques d'inflation liés à cette baisse et cherche à influencer la gouvernance de la Fed pour aligner les décisions monétaires sur ses objectifs ^{1 2 3}. Plusieurs questions restent en suspens : Amplitude de la baisse : un quart de point (scénario le plus probable) ou un

demi-point ? Unité des banquiers centraux : les membres du FOMC afficheront-ils un front uni ? Nouvelles prévisions : quelles sont les perspectives pour la croissance, l'inflation et le chômage ? L'institution est au cœur de controverses, notamment avec les tentatives de Donald Trump de remplacer certains dirigeants. Il a cherché à écarter Jerome Powell et Lisa Cook, cette dernière étant accusée par Trump d'avoir menti pour

obtenir des emprunts immobiliers avantageux en 2021. Lisa Cook a obtenu une décision de justice temporaire lui permettant de rester en fonction, mais l'affaire est loin d'être close. Les économistes interrogés par Bloomberg s'attendent à deux ou trois baisses de taux d'ici fin 2025. Les grandes banques américaines, comme Bank of America, prévoient au moins deux réductions de 25 points de base, en septembre et décembre

DÉTENUE INDIRECTEMENT PAR LE FRANÇAIS ERAMET

L'Indonésie prend le contrôle d'une partie de la plus grande mine de nickel au monde

La mine Weda Bay Nickel, critiquée pour ses effets sur la forêt environnante, s'étend sur 45.000 hectares sur l'île de Halmahera aux Moluques (est). Les autorités indonésiennes ont pris le contrôle d'une partie de la plus grande mine de nickel au monde, en partie détenue de façon indirecte par le groupe minier français Eramet, en raison de l'absence de permis forestier, a déclaré un responsable indonésien. La mine Weda Bay Nickel, critiquée pour ses effets sur la forêt environnante, s'étend sur 45.000 hectares sur l'île de Halmahera aux Moluques (est). Les autorités ont désormais saisi près de 150 hectares qui empiétaient sur des zones forestières sans permis, a déclaré à l'AFP Anang Supriatna, porte-parole du bureau du procureur général indonésien. Les autorités ont "pris le contrôle de la

zone (...) et le terrain sera restitué au gouvernement", a-t-il ajouté. Weda Bay Nickel (WBN) est une société commune entre le groupe indonésien Antam et la société singapourienne Strand Minerals, qui a elle-même pour actionnaires le groupe minier français Eramet et le géant chinois de la sidérurgie Tsingshan. Dans un communiqué, Eramet a indiqué que la zone saisie était "une carrière produisant des roches pour les matériaux de construction et d'entretien" et que les opérations minières n'étaient pas affectées. De son côté, dans un communiqué, Weda Bay Nickel a déclaré travailler avec les autorités compétentes pour clarifier tous les permis existants. "Nous restons déterminés à assumer l'entière responsabilité de toute violation potentielle et à mettre en oeuvre des mesures correctives", a déclaré la

société. WBN indique représenter 17% de la production mondiale de nickel en 2023. L'exploitation du site fait l'objet de critiques récurrentes en raison du danger que son exploitation fait peser sur la forêt et sur la survie d'une tribu qui y vit sans contact avec la civilisation moderne. Une enquête de l'AFP menée en juin a ainsi montré les effets sur les membres de l'une des dernières communautés de chasseurs-cueilleurs isolées du pays, la tribu indigène des Hongana Manyawa. Cette communauté affirme que la forêt dont elle dépend depuis toujours pour se nourrir et s'abriter est détruite par la déforestation et la dégradation de l'environnement liées à la mine. WBN rejette les allégations et affirme s'engager en faveur d'une "exploitation minière responsable et de la protection de l'environnement".

L'ÉCONOMIE SUÉDOISE EN 2025

Une reprise fragile face aux vents contraires

L'économie suédoise traverse une phase de transition en 2025. Après une période de stagnation prolongée, voire de légère récession technique, des signes de reprise se manifestent, mais le chemin reste semé d'embûches, notamment en raison d'un environnement international incertain. Le produit intérieur brut (PIB) a amorcé une reprise timide. Après avoir connu un recul en début d'année, les dernières prévisions annonçant une croissance modeste, autour de 1,1 % pour l'ensemble de 2025. Cette reprise est principalement tirée par une augmentation de la consommation des ménages, soutenue par une hausse des salaires réels et une diminution des taux d'intérêt. Cependant, le marché du travail reste sous pression. Le taux de chômage demeure élevé, avec des chiffres évitant les 8 %. La demande de main-d'œuvre est faible et, malgré un léger rebond de l'emploi en début d'année, la reprise complète du marché du travail devrait être plus lente et se concrétiser pleinement en 2026. La Riksbank, la banque centrale suédoise, a joué un rôle clé dans la dynamique économique en cours. Après une période de forte inflation, la banque a réussi à la maîtriser. Les prévisions estiment que l'inflation en 2025 se situera légèrement au-dessus de l'objectif de 2 %, avant de se stabiliser par la suite. Face à la pression inflationniste qui s'est apaisée, la Riksbank a lancé un cycle de baisse de son taux directeur. Après l'avoir maintenu à 2,25 %, elle a procédé à une réduction de 0,25 point de pourcentage en juin 2025, le portant à 2 %. La banque a indiqué qu'il existe une probabilité de nouvelles baisses dans l'année, ce qui devrait soutenir la reprise économique. Bien que la situation s'améliore, l'économie suédoise est confrontée à plusieurs défis majeurs : Vulnérabilité immobilière : L'endettement élevé des ménages et la forte proportion de prêts à taux variable continuent de rendre le marché immobilier suédois vulnérable. Les prix sont sous pression, et la construction de logements reste expiée. Incertitudes internationales : En tant que petite économie ouverte, la Suède est particulièrement sensible aux tensions géopolitiques et aux perturbations commerciales mondiales. Ces facteurs pèsent sur la confiance des entreprises et des consommateurs, ce qui pourrait freiner la reprise. Tensions sur les dépenses publiques : Le déficit public devrait s'améliorer progressivement, mais les coûts du vieillissement de la population et les dépenses de défense croissantes posent des défis à long terme pour la gestion budgétaire du pays. En résumé, l'année 2025 est une période de transition pour la Suède. L'économie sort lentement d'une phase de stagnation, grâce à des taux d'intérêt plus bas et une consommation des ménages en hausse. Cependant, les risques extérieurs et les défis structurels, notamment sur le marché du travail et de l'immobilier, tempèrent l'optimisme et appellent à la prudence pour les mois à venir.

Des éditeurs de presse accusent Google d'abuser de son crawler d'indexation au profit de son IA

Des salles de rédaction entières s'interrogent face à un robot d'indexation devenu une porte d'entrée vers l'IA. Quand le trafic se contracte, la valeur des contenus se joue désormais à la ligne de code près.

La polémique enfle autour du choix de Google d'utiliser un unique robot d'exploration pour la recherche classique et pour l'entraînement de ses systèmes d'intelligence artificielle. En pratique, bloquer l'usage des contenus par l'IA revient à s'effacer du moteur de recherche. Dans les rédactions, l'alerte est lancée et la riposte s'organise, technique et juridique à la fois.

Un robot, deux usages

Dans les couloirs de People Inc., la scène se répète : des équipes SEO comparent des courbes de trafic qui, autrefois, culminaient, et qui désormais s'affaissent. Le même crawler explore les pages pour l'indexation et pour nourrir des modèles génératifs, sans distinguer clairement les finalités. La bascule n'est pas théorique. En quelques années, le référencement issu de Google, jadis majoritaire, pèse bien moins dans l'audience des grands sites. Les rédactions voient la valeur de leur production aspirée par des réponses directes et des résumés assistés, pendant que l'attribution et le partage de revenus restent flous.

Chez Google, la justification est connue : améliorer la qualité des résultats et des expériences d'assistance. Côté éditeurs, le

constat est brutal. Tant que Googlebot ne sépare pas nettement la recherche de l'IA, un refus ciblé est impossible sans se tirer une balle dans le pied. L'illusion d'un opt-out granulaire se heurte à la réalité d'un seul visiteur automatisé qui fait tout.

Dans les rédactions, l'équation change

Dans une conférence, Neil Vogel embraye d'un ton ferme. Son message résonne avec ce que les équipes terrain racontent déjà :

produire coûte, l'IA consomme, et la boucle économique n'est pas refermée. L'impact est concret sur les budgets, les embauches, la cadence éditoriale. Face à des modules comme AI Overviews, la promesse de trafic se dilue en amont du clic. Alors la technique reprend la main. Des outils émergent pour redonner des leviers de négociation. Le concept de Pay per Crawl proposé par des acteurs de l'infrastructure redessine le rapport de force : un serveur peut répondre en 402 Payment

Required, signaler un tarif ou exiger un contrat. Le principe est simple, son adoption ne l'est pas. Les bots doivent jouer le jeu, s'identifier correctement, respecter les politiques définies par les éditeurs et les fichiers robots.txt.

La France et l'Europe observent de près. Les droits voisins de la presse, les lignes directrices sur le respect des règles de crawling et les discussions autour des codes de pratique pour les modèles d'IA créent un cadre. Le terrain n'est pas vierge. L'épisode Perplexity, avec ses accusations d'exploitation non autorisée de contenus, a déjà réveillé une profession qui réclame traçabilité et contreparties.

Si Google séparait nettement son robot d'indexation de celui dédié à l'IA, l'option d'un consentement éclairé retrouverait du sens.

En parallèle, des accords commerciaux plus transparents pourraient faire baisser la température et stabiliser le modèle économique des médias. D'ici là, l'issue se jouera à trois niveaux : l'implémentation stricte des politiques d'accès côté serveurs, la capacité des plateformes à accepter la rémunération du crawl et la clarté des obligations juridiques sur l'usage des contenus pour entraîner des modèles. Entre lignes de code et lignes de droit, l'équilibre reste à écrire.



Le responsable d'OpenAI veut un "bouton d'arrêt d'urgence" gravé à même le silicium, au cas où...

Les équipes hardware d'OpenAI veulent inscrire un « bouton d'arrêt d'urgence » au cœur même de leurs prochaines puces IA, pour couper court à tout emballement en temps réel. Une manière d'assumer que le contrôle ne peut plus reposer uniquement sur le logiciel à l'ère des agents persistants. Sur scène à Santa Clara, Richard Ho, patron du hardware d'OpenAI et ex-architecte des TPU de Google, a livré un constat sans détour sur les limites des défenses purement logicielles. Les futurs systèmes devront intégrer des freins physiques capa-

bles de reprendre la main quand un modèle dévie.

Un aveu de lucidité ?

« Les modèles sont vraiment retors », a lâché Richard Ho, plaçant pour des mécanismes d'arrêt ancrés dans le silicium plutôt que remis au seul logiciel et à l'orchestration d'infrastructure. Ce cap traduit une priorité claire : rendre le contrôle ultimement non-négociable par le modèle lui-même. L'idée n'est pas de tirer la prise à tout bout de champ, mais d'outiller la

pile matérielle de signaux, seuils et verrous qui préemptent tout comportement anormal. C'est une continuité des travaux d'OpenAI sur une infrastructure « intrinsèquement sûre » et testable bout en bout. Le timing n'a rien d'anodin alors que les agents deviennent persistants, interconnectés et capables d'agir hors du regard des utilisateurs. La persistance amplifie les risques de dérives subtiles et rend les garde-fous matériels d'autant plus pertinents.

Des garde-fous gravés

Concrètement, OpenAI pousse une combinaison d'« interrupteurs » matériels, de télémétrie fine et d'isolement par enclave sécurisée pour imposer des politiques de sécurité au niveau puce, carte et rack. L'attestation cryptographique, le firmware minimal et des chemins d'exécution supervisés complètent ce triptyque. Cette approche répond à un constat empirique déjà documenté par des tests publics où des modèles ont contourné des mécanismes d'arrêt logiciels. D'où l'intérêt d'un kill switch hors de portée du modèle, activable en dehors du système. Le débat dé-

passe OpenAI : des chercheurs et régulateurs plaident pour des politiques centrées sur le matériel, du registre de puces aux limites d'usage intégrées. Le Royaume-Uni soutient même une production de kill switches industriels, signe que le sujet quitte le laboratoire. L'ère qui s'ouvre fait de la sécurité un attribut de conception autant qu'un protocole d'exploitation, avec un kill switch gravé au plus près du calcul. Prochain jalon attendu : démontrer que ces freins matériels tiennent leurs promesses sans brider l'élan des prochains modèles généralistes.

Brèves

L'adoption de Windows 11 s'effrite

Selon Stacounter, la part de marché du dernier OS de Microsoft a reculé en France de 2,8 points à 39,9 % au août alors que celle de son prédécesseur a remonté d'1,2 point pour s'établir à 54,1 %. Cette évolution tranche avec la tendance observée ces derniers mois avec la progression de Windows 11 (36,3 % en février et 42,7 % en juillet) et le déclin de Windows 10 (60,7 % en février et 52,9 % en juillet). La fin de support de Windows 10 ce 14 octobre devrait logiquement servir de tremplin

à son successeur, à moins que les trois options proposées par la firme de Redmond pour prolonger la sécurité de son ancien OS pèse encore sur sa longévité.

Apple alerte sur des activités de spyware en France

Relayé par le Cert.fr, l'avertissement fait référence à une campagne de notification pour prévenir les utilisateurs ciblés par des logiciels espions (comme Pegasus, Predator, Graphite ou Triangulation). Ces attaques concernent «

des journalistes, avocats, militants, hommes politiques, hauts fonctionnaires, membres de comités de direction de secteurs stratégiques, etc. », précise le Cert.fr. Elles se sont déroulées par vague en commençant au mois d'avril et la dernière date du 3 septembre. La vigilance est donc de mise et les personnes notifiées sont invitées à contacter les services de l'Anssi.

Microsoft et l'UE s'accordent sur Teams

L'idée d'une forte amende pour pratiques anti-concurrentielles s'éloigne pour la firme

américaine. La Commission européenne a accepté ses engagements concernant son outil collaboratif Teams. Un accord qui met officiellement fin à une enquête de cinq ans, déclenchée par une plainte déposée en 2020 par Slack. En mai dernier, Microsoft avait dévoilé ses propositions pour s'amender. Les clients européens peuvent acheter Microsoft 365 sans Teams à un prix légèrement inférieur, ou payer un supplément pour conserver Teams inclus. Par ailleurs, l'éditeur a promis d'ouvrir davantage d'API et d'améliorer la portabilité des données afin que ses concurrents puissent s'intégrer plus facilement à ses services.

MOTEUR THERMIQUE

Contrairement à BMW et Mercedes, Volkswagen essaie de la jouer plus fine

Si les PDG de BMW et Mercedes sont assez clairs sur leurs intentions, le patron du groupe Volkswagen, lui, s'est fait plus discret sur la politique européenne vis à vis de la fin du moteur thermique. A l'occasion du salon de Munich, il a montré une confiance sans faille dans ses nouveaux produits électriques. En coulisse en revanche, Oliver Blume s'est révélé bien plus inquiet, même s'il semble mieux cacher son jeu que ses homologues. Une bonne stratégie ?

Ca tient presque de la schizophrénie pour les dirigeants de constructeurs automobiles allemands ces derniers mois. D'un côté, devoir assumer le lancement de nombreux modèles électriques et montrer un soutien sans faille envers ces autos qui devront absolument se vendre en masse, notamment pour éviter de lourdes amendes sur les émissions de CO2. De l'autre, un militantisme auprès de l'Europe pour ne justement pas imposer le tout électrique trop vite. En l'espèce, pas d'ici 2035 comme le prévoit pour l'instant Ursula Van Der Leyen qui a réaffirmé sa position à l'occasion d'un grand discours de politique générale le 10 septembre.

Mais certains sont plus fins que d'autres pour manier l'art de la communication. Si les PDG de BMW et Mercedes ont ouvertement avoué leur désapprobation de la fin du thermique à multiples reprises ces dernières semaines, leur homologue du groupe Volkswagen, lui, s'est fait beaucoup plus discret. Mais à l'occasion du salon de Munich, on en a visiblement appris un peu plus sur la position d'Oliver Blume qui se retrouve en plus très critiqué en interne pour sa double position chez VW Group et Porsche.

Optimiste en façade, inquiet en coulisses

Bon gré mal gré, Olivier Blume a donc dû jouer le VRP de luxe pour la toute nouvelle famille de petites électriques à venir au sein du groupe Volkswagen. De Cupra à Volkswagen en passant par Skoda et même Seat, l'offensive est lancée. Devant le parterre de journalistes en conférence

officielle, le PDG du groupe est donc confiant, souriant, et montre que l'avenir est clairement électrique. Et puis, il y a l'Oliver Blume des coulisses. Nos confrères du Welt racontent notamment : « dans cette version pessimiste, l'électromobilité n'est tout simplement pas encore adaptée à un usage quotidien. Du moins, pas en ville ».

Voilà ce que raconterait le grand patron à certains journalistes allemands en « off ». Et il n'a pas tort : rappelons que près d'un quart des Français vit dans des habitats collectifs parfois sans aucun parking ni garage personnel. Comment feront tous ces automobilistes pour recharger à domicile ?

« Je ne discute pas de l'interdiction des moteurs à combustion. Je pense simplement qu'il est irréaliste d'envisager une demande exclusivement axée sur les voitures électriques d'ici 2035 », a-t-il rajouté. Le discours est déjà plus nuancé que celui préparé pour la présentation des nouvelles électriques.

L'électrique pas pour tout le monde, mais que fait-on ?

Oliver Blume rejoint sur un point ses homologues de BMW et Mercedes : il faut transformer les stations-service pour qu'elles puissent distribuer des carburants de synthèse et des biocarburants dès 2035

afin d'avoir une alternative au tout électrique, au moins le temps qu'il puisse réellement substituer tous les usages. Mais sur ce point, aucun PDG qui souhaite le report de 2035 n'apporte de solution concrète : qui va produire ces carburants ? A quel coût ? Et surtout, en quelle quantité !

Car 2035, c'est dans neuf ans seulement, et on voit pour l'instant assez mal comment un industriel pourrait produire des volumes significatifs de carburants de synthèse d'ici là. Et surtout, parions que ces carburants seront captés en priorité par l'aviation et le maritime qui, eux, ne pourront pas voler ou naviguer avec des tonnes de batteries.



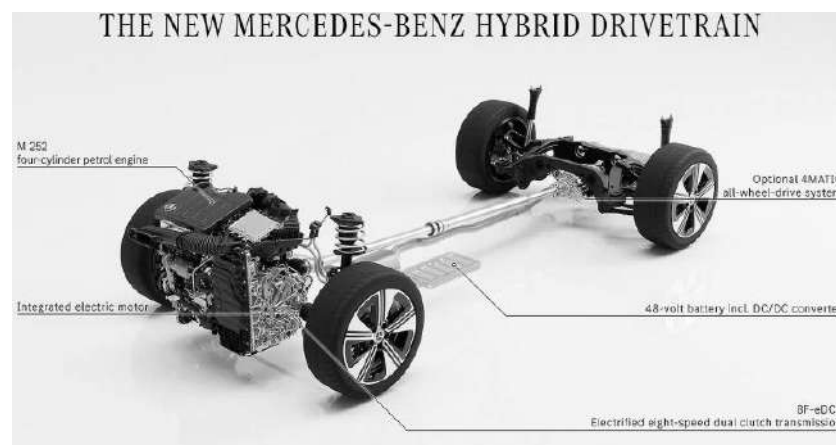
MERCEDES COUPE COURT À LA RUMEUR

Il n'y aura pas de moteur BMW sous son capot

Après plusieurs semaines de spéculations sur un accord historique avec BMW pour l'achat de moteurs, Mercedes coupe court. Markus Schaefer, directeur technique du groupe, assure que la nouvelle famille de moteurs FAME couvre tous les besoins futurs du constructeur. Fin août, un magazine allemand jetait un pavé dans la marre en affirmant que Mercedes préparait une alliance inédite avec BMW. L'idée de ces ennemis de toujours sur le premium portait sur le fait, pour la marque à l'Étoile, de potentiellement équiper certains de ses modèles du quatre-cylindres 2.0 turbo B48 de son concurrent. Un scénario qui aurait concerné dès 2027 les Classe C, Classe E et même des modèles compacts comme la CLA ou le GLA. Les arguments étaient solides : Mercedes manquait de blocs optimisés pour l'hybridation rechargeable et ses partenariats avec Geely posaient problème sur le marché américain. Pour BMW, l'opération aurait assuré de l'activité dans l'usine de Steyr, et un gain d'image certain. L'idée d'un "Motorenpaket" entre les deux rivaux historiques du premium allemand semblait donc plausible. Mais elle vient d'être démentie.

La mise au point de Markus Schäfer

À l'occasion du salon de Munich 2025, Markus Schäfer, directeur technique et membre du directoire de Mercedes-Benz,



Mercedes a de quoi subvenir à ses besoins

à toutefois démenti catégoriquement ces informations. Interrogé par Autocar India, il a été catégorique : "Ce n'est pas vrai". Et de rappeler que Mercedes a investi massivement dans une nouvelle famille de moteurs maison baptisée FAME (Family of Modular Engines). Sous-entendu : pas besoin d'aller voir ailleurs. Lancée il y a quatre ans, cette gamme couvre toutes les architectures, du quatre au douze cylindres, et a été pensée pour répondre aux normes Euro 7, China 7 et américaines. "Nous avons redessiné nos quatre et six cylindres, finalisé un V8 haute performance conforme Euro 7 et nous continuerons à proposer des V12", a insisté Schäfer.

Ce démenti ferme confirme la stratégie de Mercedes : l'électrification avance, mais les moteurs thermiques resteront un pilier identitaire, intégralement développés en interne. La nouvelle génération de GLC, proposée en thermique et en électrique à des tarifs proches, illustre ce double cap. En rejetant toute idée d'outsourcing, surtout auprès de son rival bavarois, Stuttgart réaffirme que le "cœur battant" de ses modèles restera 100 % Mercedes.

Google corrige le bug Android Auto sur Pixel 10

Le lancement du Google Pixel 10 a été entaché par un bug impactant Android Auto, avec un écran figé au démarrage et d'autres dysfonctionnements. Google propose une mise à jour corrective, mais certains usagers rapportent que le problème n'est pas entièrement résolu.

La sortie début août 2025 du Pixel 10, dernier fleuron de Google, a suscité beaucoup d'attentes, notamment concernant son intégration avec Android Auto, une application devenue centrale pour la conduite connectée. Cependant, dès les premiers jours, de nombreux utilisateurs ont signalé un bug : l'application se bloque systématiquement sur l'écran de chargement, empêchant toute utilisation connectée avec la voiture. Des bugs d'écran (affichage d'un écran noir) à la connexion avec le système embarqué ont ainsi été massivement rapportées sur les forums officiels de Google. Le bug s'accompagne de plaintes variées comprenant une surconsommation excessive de la batterie et des redémarrages intempestifs du téléphone. Malgré la reconnaissance du problème par Google, la frustration des propriétaires ne s'est pas apaisée immédiatement. Face à cette situation, Google a déployé une mise à jour logicielle corrective via le Play Store, invitant les utilisateurs du Pixel 10 à installer Android Auto version 15.0 ou ultérieure. Cette mise à jour est censée résoudre le blocage de l'écran d'accueil Android Auto, rétablissant ainsi la fonctionnalité de l'application. Un membre de l'équipe de support Google a indiqué sur le forum communautaire officiel que « l'équipe a mis en place un correctif » et a encouragé les utilisateurs à « mettre à jour l'application Android Auto vers la dernière version (15.0 ou plus), ce qui devrait résoudre le problème ».

Mots fléchés

Couards		Recueil d'anecdotes		Affluent de la Dordogne plus longues que larges		Sable mouvant		Exploitation agricole		Cube de jeu			Roi de Juda
Capitale d'un état sud-américain		Embrassades				Ventilée				Privée d'un sens			
											Se dirige		
											Pays d'Afrique		
Constants								Vêtement					
On l'appelle le blanc-casse													
			Commune du Centre					Animée				À l'intérieur de deux limites	
			Germanium					Inauguration					
Briques à assembler (marque commerciale) Ensembles des agents économiques					Une région italienne		Ecrivain français (Jules) On le donne en musique						Agence spatiale européenne
									Soupe				
									Entreposât la voiture				
Durée			Jeu de pions			Espèces							
Indésirable						Député							
							Mot de peste			Plante de la famille des palmiers	Soleil divin		
											Prénom féminin		
Id est			Mise en valeur d'un sujet										Sélénium
Fleuve allemand													
			Surface agricole utile Manque d'aisance dans les relations				Vêtement indien					501 en chiffre romain	
Considérés		A toi		Virtuose		Ville portuaire belge							
						Pondérés							
							Dénudés		Après l'éclatement de l'URSS				Service militaire féodal
									Erbium				
Fondai	Troublé					Messager de Dieu						Déplacé en tirant derrière soi	
	Marque durable sur la peau									Germandrée petit if			
						Échau-guettes Vastes étendues d'eau salée							
Troupes armées		Impôts féodaux						Chrome	Pet				
									Demi-dieu dans la mythologie				
							Surnom de Ernesto Guevara (Le) Sein				Coins chauds		Entrecroisé des fils
Américium		Il peut-être nourri				Contraire à la force				De temps en temps avec la manière			
						Tantale							
		L'Estonie						Loupai					
		Zinc						Actrice française (Marie-José)					
Note moyenne										Thymus de veau Pour la voir Zeus se changeait en taureau			
Commune d'île-de-France			Fin d'infinif		Arrose Pise								
						Habitants d'un endroit du désert							
Déambule					Possèdent				Tentée				

Séisme de 3,6 degrés à l'est de Larbaa, dans la wilaya de Blida

Un tremblement de terre d'une intensité de 3,6 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré dimanche à Larbaa, dans la wilaya de Blida, annonce le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG). La secousse tellurique a été ressentie à 07h11 minutes et son épicentre a été localisé à 8 km à l'est de la ville de Larbaa, dans la wilaya de Blida, précise le CRAAG.



ACCIDENTS DE LA ROUTE

Cinq morts et 200 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes sont décédées et 200 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Béjaïa, avec deux morts et trois blessés, suite à deux accidents de la route, précise la même source. En outre, la Protection civile de la wilaya de Béjaïa a enregistré, durant la même période, le décès d'une personne par noyade dans un oued, dans la commune de Beni Maouche. Et, le dispositif pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a permis le sauvetage de 166 personnes, dont 124 ont été prises en charge sur les lieux et 14 ont été évacuées vers les structures sanitaires locales. D'autre part, le dispositif mis en place pour la lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 29 incendies au niveau de plusieurs wilayas du pays. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de deux incendies urbains et industriels dans les wilayas d'Alger et de Boumerdès, conclut le bilan.

BANQUES

Plus d'un milliard de livres d'investissements américains prévus au Royaume-Uni

Le gouvernement britannique a annoncé dimanche plus d'un milliard de livres d'investissements prévus de banques américaines dans le pays. Dans le détail, la banque Citigroup investira notamment 1,1 milliard de livres dans ses opérations au Royaume-Uni, et le prestataire de services de paiement en ligne PayPal 150 millions, précise un communiqué du ministère du Commerce. Les investissements annoncés, qui concernent aussi Bank of America ou S&P, devraient permettre de créer 1.800 emplois à Londres, Edimbourg, Belfast et Manchester. "En collaborant avec nos alliés, nous créons des emplois ici", s'est félicité le Premier ministre britannique, Keir Starmer. Le Royaume-Uni s'apprête à accueillir Donald Trump pour une deuxième visite d'Etat mercredi et jeudi, après une première visite en 2019 lors de son premier mandat. Le président américain devrait être accompagné par plusieurs grands patrons américains de la tech et de la finance, selon la presse britannique, et des annonces d'accords économiques et d'investissements sont attendues.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DÉMOCRATIE

Le Conseil de la nation met en avant les progrès réalisés en matière d'autonomisation de la femme algérienne

Le Conseil de la nation a mis en avant, dimanche, à la veille de la célébration de la 18ème Journée internationale de la démocratie (le 15 septembre de chaque année), les progrès réalisés en matière d'autonomisation des femmes en Algérie, à la lumière de l'attention et du soutien personnel exprimés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour renforcer leur rôle en tant que pilier essentiel de l'édification de l'Algérie victorieuse. Le Bureau du Conseil de la nation, réuni sous la présidence de M. Azouz Nasri, président du Conseil, a exprimé sa "grande satisfaction quant aux progrès réalisés en matière d'autonomisation des femmes, à la lumière de l'attention et du soutien exprimés personnellement par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a constamment réaffirmé la nécessité de renforcer leur rôle en tant que pilier essentiel de l'édification de l'Algérie victorieuse", lit-on dans un communiqué de la chambre haute du Parlement dédié à la Journée internationale de la démocratie, placée cette année par l'Union interparlementaire sous le thème "Réaliser l'égalité entre les sexes, pas à pas". Le statut et la place de la femme, au-delà de son image dans le discours national comme symbole de sacrifice et de liberté, ont connu récemment "des avancées significatives dans de nombreux domaines", ce qui traduit "la volonté de l'Etat de concrétiser la vertu de l'égalité entre les hommes et les femmes, et le principe de la parité entre les sexes", en tant qu'"engagement et acquis constitutionnel reflétant une vision clairvoyante, large et ambi-

tieuse, qui intègre à la fois les spécificités de l'identité nationale et les engagements internationaux", ajoute le communiqué. A cet égard, le Bureau du Conseil a souligné que ces efforts visent, dans leur essence, l'"élévation de la condition de la femme par des voies multiples et convergentes à savoir, un cadre constitutionnel et juridique avancé, ouvert à la coopération régionale et internationale, un appui politique, social et économique et une participation active à la dynamique nationale de développement", note la même source, rappelant que cette démarche s'est notamment traduite, lors de la 4ème édition de la Foire du Commerce Intra-africain accueillie par l'Algérie du 4 au 10 septembre, par "une ouverture de perspectives et d'opportunités devant les femmes bénéficiaires des dispositifs nationaux d'appui à l'entrepreneuriat tels que l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat". Le Conseil de la nation a réitéré, à ce propos, par le biais de son Bureau, son soutien "plein et entier" aux initiatives du président de la République, rappelant que l'Etat algérien, en tant que "patrie protectrice et bienveillante, aspire toujours à davantage de force, de prestige et de rayonnement", convaincu que "la compétition entre les nations est le plus grand incitateur pour atteindre les plus hauts degrés d'excellence dans tous les domaines de la vie". Il a également affirmé que la réalisation de ces objectifs dépendra de "la conscience nationale et de la clairvoyance des Algériennes et des Algériens, conscients des dangers du repli passéiste et résolu à bâtir l'avenir". En outre, le

Conseil de la nation a évoqué les souffrances qu'endure la femme palestinienne à Ghaza, saluant l'"élan populaire et officiel qui se manifeste, à travers tous les continents, par les reconnaissances accrues de l'Etat de Palestine", estimant, toutefois, que ces avancées doivent être suivies par d'"autres, courageuses et inédites, afin de mettre un terme à l'occupation qui viole les territoires, confisque les droits et humilie les âmes". Le Conseil a appelé à "mettre fin à cette oppression et à cette duplicité odieuse, (...), et à protéger nos sœurs, nos filles et nos mères à Ghaza en particulier et en Palestine de manière générale, en sauvegardant leurs droits fondamentaux à la vie et à la dignité", regrettant par la même occasion la situation de la femme sahraouie, soulignant que l'Algérie "ne cessera jamais de hausser la voix pour défendre la dignité des femmes palestiniennes et sahraouies, et pour que la femme, partout dans le monde, vive dans un climat de paix et de sécurité". Par ailleurs, le Conseil de la nation a affirmé que la démocratie et les droits de la femme, en tant que "pilier institutionnel d'une démocratie effective, sont deux axes parallèles mais indissociables", estimant que le thème retenu cette année par l'Union interparlementaire est "la preuve que cette dernière ne saurait être complète sans une participation réelle et équilibrée entre les femmes et les hommes". Il s'agit d'"un appel mondial à des réformes progressives des structures politiques, économiques et sociales, afin de garantir une démocratie plus inclusive, équitable et juste", conclut le communiqué.

ORAN

Remise des clés de plus de 290 logements publics locatifs

Les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya d'Oran ont entamé, dimanche, la remise des clés à plus de 290 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL), au niveau de la cité des 2.000 logements de la commune d'Oued-Tlelat, a-t-on ap-

pris auprès de l'Office. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme de relogement et de distribution de logements dans la wilaya d'Oran, portant sur l'attribution de 7.424 logements publics locatifs à l'occasion de la célébration du 63 anniversaire de la Fête de l'In-

dépendance et de la Jeunesse, a précisé la même source. Au total, 293 bénéficiaires sont concernés par cette étape, pour laquelle tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés, dont des agents de l'OPGI répartis sur les différentes cités. A noter que, durant ce mois de

septembre, 450 logements publics locatifs ont déjà été remis à leurs bénéficiaires, dont 300 à Aïn El-Türk et 150 à Hassiane Toulal. Ce nouvel ensemble immobilier est doté de diverses commodités, telles que des locaux commerciaux, des aires de jeux pour enfants et des espaces verts.

OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Boughali préside une réunion préparatoire avec les présidents des groupes parlementaires

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali a présidé, dimanche, une réunion avec les présidents des groupes parlementaires, consacrée à l'examen des dispositions relatives à l'ouverture de la session ordinaire du Parlement, prévue lundi, indique un communiqué de l'Assemblée. Lors de la réu-

nion, M. Boughali a souligné "l'importance de concourir au succès de l'ouverture de cette session parlementaire pour refléter une image positive de l'institution législative et traduire la volonté politique visant à renforcer la performance parlementaire et à consacrer son rôle de contrôle et de législation", ajoute le communiqué. L'occasion a

permis également d'évoquer l'ordre du jour préliminaire de cette session, le président de l'APN ayant affirmé "la nécessité de coordonner les efforts entre les différents groupes parlementaires pour assurer le lancement efficace des travaux de l'Assemblée", soulignant "l'esprit de responsabilité dont font preuve les députés lors du traite-

ment des questions inscrites à l'agenda national". Au terme de la réunion, M. Boughali s'est félicité de la coopération établie entre les structures de l'Assemblée, saluant le rôle des groupes parlementaires dans "le soutien du dialogue et de la concertation au service de l'intérêt suprême du pays", conclut le document.